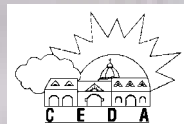


Six centres d'éducation populaire de Montréal : un bien commun

Rapport de recherche

Réalisé par
Gisèle Bourret
en collaboration avec
Chantal Ouellet

Novembre 2006



Comité d'encadrement

Paul Bélanger, professeur à l'UQAM, responsable de la recherche

Chantal Ouellet, professeure à l'UQAM, co-chercheure

Benoît Lord et Anne-Marie Sauvé, respectivement président et vice-présidente, Alliance des centres d'éducation populaire de Montréal - Inter Cep

Donald Nolet, Comité d'éducation aux adultes de la Petite Bourgogne et de Saint-Henri

Lina Trudel et Marie Leclerc, Service aux collectivités de l'UQAM

Recherche

Louise Lafond

Conception, analyse et rédaction :

Gisèle Bourret, en collaboration avec Chantal Ouellet.

Coordination de la production

Carmen Fontaine, Marie Leclerc et Claire Vanier, Service aux collectivités de l'UQAM

Soutien financier

Programme d'aide financière à la recherche et à la création, UQAM

Service aux collectivités de l'Université du Québec à Montréal

Case postale 8888

Succursale Centre-Ville

Montréal (Québec)

Canada, H3C 3P8

Téléphone : (514) 987-3177

Télécopieur : (514) 987-6845

www.sac.uqam.ca

Montréal, novembre 2006

REMERCIEMENTS

Ce projet n'aurait pu être réalisé sans la participation constante de son comité d'encadrement. Un merci spécifique est adressé à Chantal Ouellet, professeure au département d'éducation et de formation spécialisées et co-chercheure, pour la supervision des activités de recherche et sa persévérance ; à Benoît Lord et Anne-Marie Sauvé, respectivement président et vice-présidente d'Alliance des centres d'éducation populaire de Montréal - Inter Cep, pour leur passion, leur dévouement et leur reconnaissance, et à Donald Nolet, Comité d'éducation aux adultes de la Petite Bourgogne et de Saint-Henri, pour sa collaboration. Il faut souligner l'appui de Lina Trudel et de Marie Leclerc, du Service aux collectivités de l'UQAM; sans leur coopération dans la recherche de financement et la coordination du projet, et sans l'impulsion et les perspectives d'avenir qu'elles ont su maintenir, ce projet n'aurait pu réussir.

Un grand merci est adressé à l'ensemble des six centres d'éducation populaire de Montréal, leur direction, leur personnel et les personnes qui participent à leurs activités, pour leur contribution à la réalisation de la recherche.

Enfin, cette recherche n'aurait pu connaître son terme sans ses chevilles ouvrières. Merci à Louise Lafond, assistance de recherche pour son travail de cueillette et de compilation des données. Un merci tout particulier est destiné à Gisèle Bourret (analyse des rapports d'activités, conception et rédaction du rapport final, en collaboration avec Chantal Ouellet) pour son travail remarquable.

Paul Bélanger, chercheur
Département d'éducation et de formation spécialisées

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
Contexte	1
Éducation des adultes	2
Éducation populaire	2
Le rapport	3
PORTRAIT DES SIX CENTRES D'ÉDUCATION POPULAIRE	5
1. Les Ateliers d'éducation populaire du Plateau	5
Membership	5
Principales activités des AEPP	6
2. Le Comité d'éducation aux adultes de la Petite-Bourgogne et de Saint-Henri	12
Membership	12
Principales activités du CEDA	13
3. Le Carrefour d'éducation populaire de Pointe Saint-Charles	20
Personnes rejointes	20
Principales activités du Carrefour	21
4. Le Centre éducatif communautaire René Goupil	28
Membership	29
Principales activités du CECRG	29
5. Le Comité social Centre-Sud	35
Membership	36
Principales activités du CSCS	36
6. Le Pavillon d'éducation communautaire Hochelaga-Maisonneuve (PEC)	42
Membership	42
Principales activités du PEC	43
CARACTÉRISTIQUES ET SPÉCIFICITÉS	49
Principales caractéristiques communes des CEP	49
Pratiques éducatives basées sur l'implication individuelle et collective	49
Pratiques éducatives misant sur la prise en charge de soi et le mieux-vivre avec les autres	50
Pratiques éducatives centrées sur les besoins des personnes et de populations spécifiques	50
Pratiques éducatives visant à développer la conscientisation	51
Pratiques éducatives visant à développer l'estime de soi	52
Principales spécificités de l'environnement éducatif des CEP	54
Critères d'admission	54
Finalités et rythme d'apprentissage	54
Apport original des organismes d'éducation populaire	55
CONCLUSION	58

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1.1. Nombre et profil détaillé des membres.....	5
Tableau 1.2. Nombre d'ateliers-cours, d'heures et de participant-e-s aux ateliers.....	7
Tableau 1.3. Nombre de groupes dans six thèmes d'ateliers sélectionnés.....	7
Tableau 1.4. Nombre de familles et d'enfants ayant recours à la halte-garderie.....	10
Tableau 2.1. Nombre de bénévoles, de membres et de membres présents à l'AGA.....	13
Tableau 2.2. Participation aux activités récurrentes les Marmitons et aux pauses-dégustation.....	13
Tableau 2.3. Ateliers récurrents les plus fréquentés et participation.....	14
Tableau 2.5. Participation aux cours de français langue seconde.....	16
Tableau 2.6. Principaux services offerts et achalandage.....	18
Tableau 3.1. Nombre et participation aux ateliers.....	21
Tableau 3.2. Nombre et participation aux ateliers, dans chaque domaine.....	22
Tableau 3.3. Activités d'alphabétisation et participation.....	24
Tableau 3.4. Activités offertes dans le secteur informatique et participation.....	25
Tableau 3.5. Participation aux assemblées générales.....	27
Tableau 4.1. Nombre et types d'ateliers récurrents entre 1997 et 2004.....	30
Tableau 4.2. Principaux services et achalandage.....	33
Tableau 5.1. Principaux cours offerts et participation.....	37
Tableau 5.2. Nombre de soirées interculturelles et participation.....	38
Tableau 5.3. Nombre de familles et de personnes aux ateliers de cuisines collectives.....	39
Tableau 5.4. Principaux services et achalandage.....	40
Tableau 6.1. Nombre de membres en règle et de bénévoles.....	43
Tableau 6.2. Participation au CiPEC.....	45
Tableau 6.3. Principaux services et achalandage.....	46

INTRODUCTION

CONTEXTE

Le Comité du Service aux collectivités de l'UQAM (CSAC) a accepté, en mai 2004, de consacrer une certaine somme d'argent à la réalisation d'un projet de recherche sur la nature et la portée des pratiques d'éducation populaire des centres d'éducation populaire de Montréal. Il s'agissait essentiellement de cerner la spécificité des pratiques éducatives de ces centres et de montrer leur contribution au développement du processus d'éducation tout au long de la vie. Cette demande, portée par les membres d'Inter CEP (Alliance des centres d'éducation populaire), était fondée sur la nécessité que l'action éducative des CEP soit reconnue à sa juste valeur par les principaux ministères concernés et soit, en conséquence, financée adéquatement. En effet, à partir des années 1996-1997, les centres ont subi de lourdes compressions financières, ce qui a affecté de façon importante leur capacité de maintenir l'ensemble des activités mises en place en vue de répondre aux besoins grandissants des populations qu'ils desservent.

L'apport du Service aux collectivités ne concernait qu'un volet du projet de recherche envisagé, d'autres subventions étant demandées au Secrétariat à l'action communautaire autonome (SACA) et au ministère de l'Éducation du Québec d'alors (l'ancien MEQ). Ces subventions n'ont pas été accordées.

L'objet de la recherche a donc dû être resserré autour des objectifs suivants :

- dresser l'état des lieux, c'est-à-dire relever les principales activités des centres en éducation populaire;
- dégager la spécificité de l'environnement éducatif des CEP.

Pour atteindre ces objectifs, des données ont été recueillies auprès des six centres de Montréal : les Ateliers d'éducation populaire du Plateau, le Carrefour d'éducation populaire de Pointe Saint-Charles, le Centre éducatif et communautaire René-Goupil, le Comité d'éducation aux adultes de la Petit-Bourgogne et de Saint-Henri, le Comité Social Centre-Sud et le Pavillon d'éducation communautaire Hochelaga-Maisonneuve. Ces données étaient principalement de deux ordres : les rapports annuels d'activités des années 1997-1998 à 2004-2005 et des entrevues avec les directions des centres. Les rapports d'activités ont été compilés et une synthèse des entrevues a été réalisée. De plus, nous avons eu accès aux évaluations d'ateliers faites à l'automne 2005 par les participantes et participants.

Nous présentons ici les définitions de l'éducation des adultes et de l'éducation populaire, qui nous ont servi de phares tout au long de ce travail et sur lesquelles nous reviendrons en conclusion.

ÉDUCATION DES ADULTES

La 5^e Conférence internationale sur l'Éducation des adultes, qui s'est tenue à Hambourg du 14 au 18 juillet 1997 sous l'égide de l'UNESCO, a adopté une déclaration (La Déclaration d'Hambourg, L'Agenda pour l'avenir) à laquelle le Québec et le Canada ont pleinement souscrit. Cette déclaration présente une définition de l'éducation des adultes dont nous nous inspirons :

L'éducation des adultes désigne l'ensemble des processus d'apprentissage, formels ou autres, grâce auxquels les individus considérés comme adultes dans la société à laquelle ils appartiennent développent leurs aptitudes, enrichissent leurs connaissances et améliorent leurs qualifications techniques ou professionnelles ou les réorientent en fonction de leurs propres besoins et de ceux de la société. Elle englobe à la fois l'éducation formelle et l'éducation permanente, l'éducation non formelle et toute la gamme des possibilités d'apprentissage informel et occasionnel existant dans une société éducative multiculturelle où les démarches fondées sur la théorie et sur la pratique ont leur place. (par. 3 de la Déclaration)

Au paragraphe 5, la Déclaration précise ainsi les objectifs de l'éducation des jeunes et des adultes : « développer l'autonomie et le sens des responsabilités des individus et des communautés, [de] les mettre mieux en mesure de faire face aux transformations qui affectent (...) la société dans son ensemble et [de] promouvoir la coexistence, la tolérance ainsi qu'une participation éclairée et créative des citoyens à la vie de la collectivité... »

Il est indispensable que l'éducation des adultes, dans les démarches qu'elle adopte, prenne en compte « la culture, les valeurs et le vécu antérieur des intéressés (...) de manière à faciliter et à stimuler la participation active et l'expression des citoyens. » Idem.

ÉDUCATION POPULAIRE

Il ne fait donc aucun doute que ce que l'on appelle plus précisément l'éducation populaire est comprise dans la définition et les caractéristiques de l'éducation des adultes. Néanmoins, nous pouvons retenir cette définition de l'éducation populaire en usage au Québec : «L'éducation populaire autonome est l'ensemble des démarches d'apprentissage et de réflexion critique par lesquelles des citoyennes et citoyens mènent collectivement des actions qui amènent une prise de conscience individuelle et collective au sujet de leurs conditions de vie ou de travail, et qui visent

à court, moyen ou long terme, une transformation sociale, économique, culturelle et politique de leur milieu.»¹

LE RAPPORT

Il est apparu bien vite qu'il ne serait pas possible de comparer en tous points les données d'un centre à l'autre et d'élaborer une synthèse exhaustive des principales activités offertes et du nombre exact de personnes rejointes. Les difficultés d'ordre méthodologique étaient de plusieurs niveaux. Nous avons convenu de recenser, pour chacun des centres, les rapports d'activités couvrant sept années (1997 à 2004) mais nous n'avons pu recueillir toutes les informations requises pour cette période. En effet, pour certaines années et pour certains centres, les informations n'étaient pas disponibles. De plus, d'un centre à l'autre et parfois pour le même centre, les informations ne sont pas présentées de la même façon ou ne sont pas classées selon les mêmes critères d'une année à l'autre. Il y a aussi, d'un centre à l'autre, des différences de terminologie : on parle parfois de secteurs, parfois de pôles ou parfois de volets de formation ou d'activités. Également, la comptabilisation de la participation aux activités ou ateliers peut se faire en termes d'heures de présence ou de nombre de personnes. Voilà les principales difficultés auxquelles nous nous sommes heurtées dans la compilation des données présentes dans les rapports d'activités.

La compilation des rapports d'activités s'est faite à l'aide de la grille du Centre de formation populaire², qui a permis d'élaborer le portrait de chacun des centres. Leurs principales activités ont été classées suivant les sept axes d'activité qui représentent les objectifs que visent généralement les centres d'éducation populaire, soit : (i) favoriser de nouveaux apprentissages et valoriser les savoirs des participant-e-s par des activités de formation; (ii) favoriser l'intégration dans la société et lutter contre l'exclusion sociale; (iii) favoriser le développement des compétences parentales et des relations parents-enfants; (iv) permettre de développer un réseau social et de briser l'isolement; (v) permettre la prise en charge collective, développer l'entraide et la solidarité; (vi) offrir des services à la population; (vii) développer la participation citoyenne.

¹ Table des fédérations et organismes nationaux en éducation populaire autonome, 1999. Définition de l'éducation populaire autonome tirée de : <http://www.tabledesfedes.qc.ca/epa.html#definition>

² «Tableau de bord» proposé aux CEP in *Accompagnement d'Inter Cep visant à démontrer le rôle et les effets de l'éducation populaire, Rapport final*, Document de travail présenté par le CFP aux membres d'Inter CEP, juin 2005, p. 26-32. Ce travail a pu être réalisé grâce à une subvention que le Centre de formation populaire (CFP) a obtenue de Centraide.

Il est toutefois à noter que, dans cette grille, l'aspect quantitatif revêt une grande importance alors qu'il nous semble que les centres en général n'ont pas les moyens ou la disponibilité requise pour chiffrer de cette manière les retombées exhaustives de toutes leurs activités. D'ailleurs, a-t-on besoin de rappeler que l'évaluation ne peut pas être que quantitative ? Une autre difficulté à laquelle cette grille donne lieu est celle du classement même des activités selon les objectifs retenus, la même activité pouvant viser plusieurs objectifs. A-t-on besoin aussi de rappeler que les activités ne sont pas entièrement isolables les unes des autres ?

Notre rapport prendra donc la forme d'une brève description, que l'on a voulu la plus riche possible, de chacun des centres, suivie d'une réflexion d'ensemble sur les activités proposées, faisant ressortir les principales caractéristiques des pratiques éducatives développées ainsi que la spécificité de l'environnement éducatif des centres d'éducation populaire. La toile de fond de notre travail : chercher à mettre en lumière la contribution des pratiques des centres au développement du processus d'éducation tout au long de la vie.

PORTRAIT DES SIX CENTRES D'ÉDUCATION POPULAIRE

1. LES ATELIERS D'ÉDUCATION POPULAIRE DU PLATEAU

L'organisme les Ateliers d'éducation populaire du Plateau (AEPP), dont l'existence remonte à 1973, est un lieu d'apprentissage et d'implication personnels et collectifs qui regroupe les personnes adultes vivant dans le Plateau Mont-Royal et leur offre des moyens d'agir sur elles-mêmes et sur leur milieu.

La mission des AEPP est d'organiser et de fournir aux gens du quartier des activités et services d'éducation populaire dans le domaine familial, économique, social, culturel et du loisir. L'organisme offre les moyens, les outils, le support et l'encadrement nécessaires pour que les personnes et les groupes acquièrent des connaissances et développent des habiletés. Il considère que l'éducation populaire « est une démarche d'apprentissage, de formation et de prise de conscience sociale qui suscite et favorise la prise en charge et l'autonomie de la personne et du groupe, dans le respect, la solidarité, l'entraide et la démocratie. » *Rapport d'activités 2004-2005*, p.2.

Membership

Pour le centre d'éducation populaire du Plateau, toute personne adulte résidant sur le territoire du Plateau et adhérant aux valeurs du centre peut devenir membre, moyennant une contribution qui est actuellement de 10,00 \$. Nous retrouvons au Tableau 1.1 le nombre de membres par année, de 1997 à 2005, ainsi que leur profil détaillé.

Tableau 1.1. Nombre et profil détaillé des membres

	1997-98	1998-99	1999 2000	2000-01	2001-02	2002-03	2003-04	2004-05
Nombre de membres/an	473	538	449	493	628	703	671	788
Femmes	82%	86%	81%	80%	76%	77%	78%	83%
Hommes	18%	14%	19%	20%	24%	23%	22%	17%
STATUT								
Couples avec enfant(s)	16%	14%	11%	20%	18%	23%	21%	21%
Couples sans enfant	20%	24%	22%	14%	14%	16%	14%	14%
Personnes seules avec enfants	12%	13%	15%	13%	12%	9%	9%	9%
Personnes seules	40%	43%	43%	48%	46%	47%	45%	45%
Autres	14%	5%	9%	5%	10%	5%	11%	11%
ORIGINE								
Québec - Canada	77%	83%	88%	80%	72%	66%	68%	68%
Autres	23%	17%	12%	20%	28%	34%	32%	32%

On remarquera, au Tableau 1.1, que la majorité des membres sont des femmes dont l'âge se situe entre 30 et 60 ans et que ce sont, pour la plupart, des personnes seules. On note aussi, depuis 1998, une légère hausse du nombre de membres provenant d'autres origines ethniques. Le nombre de membres fréquentant le centre et qui ont un statut social de couple avec enfants est plus élevé de 5% que le nombre de couples sans enfants.

Principales activités des AEPP

i) Favoriser de nouveaux apprentissages et valoriser les savoirs des participantes et participants par des activités de formation

Structure des activités de formation

Le classement des activités par volets n'est apparu qu'en 1999-2000. Les volets sont au nombre de quatre : bénévolat, formation/communication, milieu de vie et famille. En général, il y a une quinzaine d'ateliers-cours par année, répartis sur trois sessions et regroupant chacun de 12 à 15 personnes. Dès 1997, on procède par une analyse des besoins afin d'orienter les formations. On consacre plus de 1 000 heures à la formation chaque année.

Types de formation

Aux AEPP, on dispense de la formation formelle, informelle, sur mesure et par intégration des apprentissages. Les formations adoptent la forme d'ateliers-cours, de dîners-causeries, d'activités de loisirs, d'ateliers libres, de support aux parents, de formations à la tâche, de formation des bénévoles et de perfectionnement du personnel.

Pour ce qui est des ateliers libres, il est difficile de répertorier exactement le nombre de personnes qui en profitent. Ils peuvent rejoindre jusqu'à 85 personnes au cours d'une année. Ces dernières sont principalement réparties dans les ateliers de couture, de Tai Chi, de massage, d'aquarelle et de céramique.

Organisation de la formation

Il existe un comité de formation composé, selon les années, de 4 à 6 membres, sous la direction du ou de la responsable du volet Formation et qui, en 2005, prendra le nom de coordonnatrice ou de coordonnateur. Le comité assume en moyenne 50 heures de travail par année. Un bulletin est rédigé à l'intention des personnes- ressources.

Actualisation des formations

Dès 2000, les AEPP prennent le virage technologique. Nous avons répertorié 20 formations différentes et plusieurs ont été dispensées de façon récurrente. La formulation d'objectifs des ateliers-cours en termes de verbes d'action et de compétences s'inscrit bien dans le contexte actuel du monde de l'éducation.

Évaluation des formations

Les ateliers-cours sont soumis, à la mi-session, à des évaluations sous forme de questionnaires aux participants. Le Tableau 1.2 indique le nombre d'ateliers-cours, d'heures et de participantes et participants entre 1997 et 2005.

Tableau 1.2. Nombre d'ateliers-cours, d'heures et de participant-e-s aux ateliers

	1997-98	1998-99	1999 2000	2000-01	2001-02	2002-03	2003-04	2004-05
Ateliers-cours	25	17	10	9	17	15	15	15
Heures	1 232	1 051	993	888	717	1 075	1 110	1 064
Participation	481	512	404	426	665	613	597	670

Le Tableau 1.3 indique le nombre de groupes pour six thèmes d'atelier que nous avons sélectionnés sur une trentaine de possibilités. Nous avons également regroupé, sous le thème informatique, les ateliers sur divers logiciels ainsi que sur Internet. Pour le journal, il s'agit du nombre de numéros/année.

Tableau 1.3. Nombre de groupes dans six thèmes d'ateliers sélectionnés

	1999-2000	2000-01	2001-02	2002-03	2003-04	2004-05
Aquarelle (débutant et avancé)		2 gr.	2	4	4	2
Couture (débutant et avancé)	7	7	6	4	8	8
Cuisine-santé				2	1	
Informatique	2	5	5	12	8	6
Création littéraire	3	3	2	3	3	1
Céramique (débutant et avancé)	6	6	6	6	6	6
<i>L'Écritoire</i> (journal)	5	4	3	3	3	√

Il est également à noter que des formations spécifiques sont dispensées aux bénévoles et aux employé-e-s. Ainsi, en 2004-2005, 122 personnes ont participé à ces formations, qui ont porté, notamment, sur la relation d'aide, l'historique de l'éducation populaire, les droits et responsabilités des bénévoles, l'amélioration des compétences techniques des employé-e-s

(Internet, Access, Word, etc.), l'intervention en situation de crise, l'écoute. La *Semaine des bénévoles* représente toujours un moment clé dans l'organisation d'activités.

ii) Favoriser l'intégration dans la société et lutter contre l'exclusion sociale

Ici, nous pouvons retenir les éléments suivants :

- ❖ Le projet *AMIE* (concertation avec *Halte la Ressource* et *SORIF*). Il s'agit d'un *Projet d'insertion socioprofessionnelle pour les mères de familles socioéconomiquement défavorisées*. Ce projet a débuté au cours de l'année 1998-1999 et s'est terminé en 2000 à cause du non renouvellement de la subvention du *Fonds de lutte contre la pauvreté*. Dès la première année, ce projet a rejoint une quarantaine de femmes.
- ❖ Collaboration étroite, depuis de nombreuses années, avec *L'Intégrale* (groupe de personnes handicapées intellectuelles), qui permet de lutter contre les préjugés de la population à l'égard de ces personnes.
- ❖ Information-sensibilisation, par le biais de soupers thématiques, de dîners-causerie ou de conférences, à des enjeux politiques ou sociaux tels que les réformes gouvernementales (régionalisation, famille, éducation, aide sociale, emploi, fusion des municipalités, etc.), les *États généraux du Grand Plateau*, l'agroalimentaire au Québec, les droits des locataires, la mondialisation et le néolibéralisme, la réalité des femmes dans le monde, la « réingénierie » de l'état québécois.

Parmi la liste des formations réalisées en 2003-2004, certaines répondent directement à l'objectif énoncé plus haut (initiation à Internet; recherche d'emploi : rédaction d'un CV et d'une lettre de présentation, entrevue de sélection...).

On peut ajouter enfin ici que les AEPP entretiennent d'étroites collaborations avec des groupes ou organismes du quartier, directement ou par le biais des tables de concertation telles que l'Action solidarité Grand Plateau, Autour des familles et Petite enfance.

iii) Favoriser le développement des compétences parentales et des relations parents-enfants

Le volet Famille est très important pour les AEPP, mais il a souvent fonctionné « en dents de scie concernant l'équipe de travail, passant de périodes plus creuses à des périodes plus fastes tout en supportant le roulement d'employées sur subventions salariales. » *Rapport 2004-2005*, p.18. Les objectifs poursuivis à travers ce volet sont :

- développer les habiletés parentales
- renforcer le lien parent-enfant en leur permettant de partager des expériences positives
- offrir un encadrement de qualité aux enfants

Les nombreuses activités réalisées sont autant de moyens d'atteindre ces objectifs. Mentionnons les suivantes :

- ❖ Conférence sur le rôle des parents, qui a rejoint 100 familles au cours de l'année 2000-2001
- ❖ Activités de jeux parent-enfant (au sein notamment d'ateliers) répertoriées au cours des années 2003 à 2005
- ❖ Rencontres *Pauses-tendresse*, destinées aux parents d'enfants de 0 à 2 ans, qui existent depuis l'année 1999-2000
- ❖ *Y'APP*, formations s'adressant aux parents d'enfants âgés de 2 à 5 ans
- ❖ Formations sur *La violence en milieu familial, L'école et l'environnement* et *La stimulation des enfants par le jeu*, au cours de l'année 1999-2000
- ❖ Conférence sur les enfants ayant des troubles de comportement, participation à un projet-pilote sur *Le déficit d'attention* en 2001-2002
- ❖ Projets spéciaux, en 2001-2002, dans le cadre du *Projet pour une société sans violence*

Enfin, et nous y reviendrons plus loin, la halte-garderie joue un rôle important dans le développement des tout-petits, tout comme dans le répit qu'elle permet d'offrir aux parents et de par les activités parallèles qu'elle génère.

iv) Permettre de développer un réseau social et de briser l'isolement

Toutes les sorties organisées et fêtes célébrées visent l'atteinte de cet objectif et, depuis 1997, la liste en est longue. Les sorties de groupe sont de diverses natures. Par exemple, les sorties de nature culturelle ont attiré 148 personnes pour l'année 2004-2005. Au cours du seul été 2000-2001, huit bénévoles ont organisé 14 sorties de ce type.

Quant aux fêtes traditionnelles, soulignons que la fête nationale a attiré environ 3000 personnes en 1998-1999 et les fêtes de Noël, entre 1999 et 2004, plus de 550 personnes. Il y a aussi les soupers sympathiques et les soupers thématiques organisés plusieurs fois en cours d'année et qui attirent bon nombre de personnes.

Enfin, mentionnons les nombreux événements qui, au cours de l'année 2003-2004, ont été organisés pour célébrer les 30 ans des AEPP, et qui ont fait appel de façon soutenue à l'implication des membres, ont contribué à renforcer leur sentiment d'appartenance et ont fait redécouvrir les AEPP à la population du quartier, laquelle, il faut le rappeler, a considérablement changé entre-temps.

v) Permettre la prise en charge collective, développer l'entraide et la solidarité

Nous ferons état ici de trois moyens visant particulièrement à atteindre cet objectif :

- ❖ *Le Vest'Hier* : pendant plusieurs années (de 1997 à 2001), cette friperie a rejoint un très grand nombre de personnes (plus de 4 400 en 1998-1999; plus de 2 000 en 2000-2001; 1 400 en 2002-2003), mais elle a dû fermer ses portes en avril 2005, à cause de plusieurs facteurs dont une baisse de clientèle, une difficulté à recruter et à encadrer des bénévoles en nombre suffisant pour assumer les exigences de la prise en charge d'une telle activité et, surtout, la restructuration de l'organisme. (cf. *Rapport d'activités 2004-2005*, p.26).
- ❖ La *Joujouthèque* a ouvert ses portes en février 2001 et bénéficie, chaque année, à un grand nombre de familles (par exemple, 187 en 2003-2004).
- ❖ Des ateliers de cuisines collectives réalisés au cours de l'année 2000-2001 ont entraîné la formation de cuisines collectives dans lesquelles les mères de jeunes enfants préparent des petites bouchées et des purées pour leur marmaille.

vi) Offrir des services à la population

Le temps dont nous disposons ne nous a pas permis de compiler, pour tous les services retenus ici, l'ensemble des statistiques présentées dans les différents rapports d'activités. Nous le ferons seulement pour la halte-garderie. Le Tableau 1.4 illustre la progression constante du nombre de familles et d'enfants ayant recours à ce service.

Tableau 1.4. Nombre de familles et d'enfants ayant recours à la halte-garderie

	1997-98	1998-99	1999 2000	2000-01	2001-02	2002-03	2003-04	2004-05
Familles	58	65	71	95	98	105	121	200
Enfants	67	85	76	98	102	117	133	210

Mentionnons toutefois les autres services, qui occupent une place importante :

- ❖ Clinique d'impôt : en moyenne 556 personnes / année, depuis 1999
- ❖ Clinique juridique : en moyenne 61 personnes / année
- ❖ Laboratoire informatique : existe depuis l'année 2001-2002; on y a noté plus de 1520 présences en 2003-2004 et environ 1200 en 2004-2005
- ❖ Prêt de locaux aux organismes : en 2004-2005, 43 groupes en ont profité
- ❖ *Les Gourmandises* (Café communautaire) : a ouvert le 17 avril 2001 et a rejoint, dès son ouverture, 20 personnes/jour. Au cours de l'année 2003-2004, on y a servi 2246 repas en 30 semaines. Son fonctionnement a cependant connu des hauts et des bas, étant donné le nombre de bénévoles et d'employé-e-s qu'il requiert. Ainsi, en 2003-2004, 25 bénévoles, 4 employé-e-s et 1 stagiaire se sont occupés du café

vii) Développer la participation citoyenne

Depuis 1997, on peut dénombrer une moyenne de 135 bénévoles par année. Beaucoup de temps et d'énergie sont investis dans le recrutement, la formation et l'encadrement de ces personnes. Nous avons ainsi mentionné précédemment quelques activités de formation qui s'adressaient spécifiquement aux bénévoles.

Le conseil d'administration (CA) se réunit en moyenne 10 fois par année et une trentaine de personnes participent à l'assemblée générale annuelle (AGA), selon les données que nous avons pu recueillir.

Non seulement il y a une participation importante aux activités offertes par les AEPP, mais des participantes et des participants prennent eux-mêmes l'initiative d'organiser des projets, tels des soirées, des sorties, des brunchs ou soupers, particulièrement pendant la semaine nationale du bénévolat.

Voici un exemple concret de participation citoyenne. En juillet 2005, la CSDM a repris une partie des locaux des AEPP. Les membres s'étaient mobilisés pour contrer cette décision : à deux reprises, ils sont allés au conseil des commissaires pour témoigner et poser des questions et, à deux reprises également, ils ont manifesté contre cette résolution (en février et en avril). Quarante-vingt-cinq (85) membres avaient aussi participé à la rencontre spéciale convoquée par le CA sur ce sujet. La perte de deux étages dont disposaient les AEPP aura, il va sans dire, des impacts notamment sur le milieu de vie et le nombre d'activités proposé.

2. LE COMITÉ D'ÉDUCATION AUX ADULTES DE LA PETITE-BOURGOGNE ET DE SAINT-HENRI ³

Le Comité d'éducation aux adultes (CEDA) de la Petite-Bourgogne et de Saint-Henri a été incorporé en 1971. Le rapport d'activités 2002-2003 (le dernier que nous avons en mains dans le cadre de la présente recherche) note bien que le CEDA, par son histoire, son lieu physique, ses pratiques et activités actuelles a, sans conteste, une mission éducative. Il a été rattaché au ministère de l'Éducation lors de la mise en application de la *Politique d'action communautaire autonome*.

Plus précisément, la mission du CEDA est d'offrir et de développer des activités qui favorisent l'acquisition de connaissances améliorant la qualité de vie, la prise en charge individuelle et collective et le développement de la citoyenneté. Un des enjeux est, sans aucun doute, de garder l'équilibre entre l'aspect éducatif, le développement d'un milieu de vie et l'ouverture sur la communauté. La population du sud-ouest connaît depuis quelques années des changements rapides par l'essor, à la fois de la gentrification et de l'immigration. Dans ce contexte, l'une des spécificités du centre est d'être « ouvert aux besoins des personnes défavorisées et/ou peu scolarisées. » *Rapport d'activités, 2002-2003*, p. 4. Dès l'année 1996-1997 (1^{er} rapport consulté), le rapprochement interculturel constituait une visée importante des activités du CEDA. Ces activités sont regroupées par secteurs, lesquels sont, depuis 2001-2002 :

- Alimentation/santé
- Alphabétisation
- Soutien aux personnes immigrantes
- Services à la communauté et bénévoles
- Vie communautaire et loisirs

Membership

Le Tableau 2.1, qui suit, indique le nombre de bénévoles, le nombre de membres, ainsi que le nombre de membres présents à l'AGA pour la période à l'étude.

³ Pour rédiger ce portrait, nous avons en mains les rapports d'activités allant de 1997-1998 à 2002-2003 inclusivement. Il semble que le CEDA ait subi des changements importants depuis ce temps et nous avons intégré, sur certains points, les informations complémentaires qui nous ont été apportées par la suite.

Tableau 2.1. Nombre de bénévoles, de membres et de membres présents à l'AGA

	1997-98	1998-99	1999-2000	2000-01	2001-02	2002-03	2003-04	2004-05
Bénévoles*	75	82	212	335	500	489	521	---
Membres	350	375	400	407	400	473	521	595
Membres à l'AG	57	75	64	54	63	55	73	115

*Selon les années, 30 à 50 bénévoles s'impliquent sur une base régulière; les autres sont des bénévoles pour la clinique d'impôt.

Principales activités du CEDA

i) Favoriser de nouveaux apprentissages et valoriser les savoirs des participantes et participants par des activités de formation

Les activités d'information, de sensibilisation et de formation sont nombreuses au CEDA et traversent l'ensemble des secteurs que nous avons mentionnés plus haut. Nous retiendrons sous ce premier axe les activités du secteur alimentation-santé et les ateliers. À noter que le CEDA ne parle pas d'ateliers d'éducation populaire comme tels : tous les ateliers sont perçus comme des moyens pour faire de l'éducation populaire, tout comme d'autres activités (de loisirs, par exemple).

Alimentation-santé

Ce secteur se caractérise par ses nombreux groupes de cuisines collectives, ses ateliers et campagnes pour une meilleure nutrition et, tout dernièrement, sa participation au comité de sécurité alimentaire de la Petite-Bourgogne.

Nous présentons au Tableau 2.2 la participation à deux activités récurrentes depuis plusieurs années, dont les *Marmitons*, activités destinées aux jeunes de 8 à 12 ans, qui participent à des ateliers de cuisine donnés chaque semaine après l'école (habituellement sur 20 semaines). Les pauses-dégustation ont lieu tous les mois et consistent en une collation inspirée de différentes cuisines du monde et à laquelle participent les personnes des ateliers d'alpha et de francisation.

Tableau 2.2. Participation aux activités récurrentes les Marmitons et aux pauses-dégustation

Activités	1997-98	1998-99	1999-2000	2000-01	2001-02	2002-03
Marmitons	24	24	31	12	18	11
Pauses-dégustation	---	60	60	60	105	105

Outre ces activités, plusieurs ateliers thématiques sont organisés. Par exemple, en 2002-2003, des ateliers ont porté sur : faire son pain, les fines herbes, la décoration de fruits. Il y a eu également la réalisation, au *Café Mosaïk*, du *Journal du petit déjeuner* (quatre numéros). Au cours des années précédentes ont eu lieu divers ateliers : *Maigrir avec le sourire*, *Bien manger à petit budget* (1997-1998), et le projet *Ados-Cuistots* en 2000-2001 et 2001-2002. De plus, des centaines de repas communautaires à prix modiques ont été préparés et servis, depuis 1996. Des ateliers spécifiques de cuisine collective ont aussi vu le jour au cours de l'année 1997-1998 (nous y reviendrons).

Ateliers

Le Tableau 2.3 présente les ateliers récurrents les plus fréquentés parmi ceux offerts entre 1997 et 2003 et, de façon plus détaillée, entre 2003 et 2005. Les ateliers d'informatique, qui ont débuté en 2000, ont été accompagnés de séances de sensibilisation à l'informatique rejoignant un public plus large (227 personnes). Les ateliers ont lieu généralement en soirée (à une fréquence pouvant varier de 1 à 3 soirs/semaine) et sur deux sessions (de 8 à 16 semaines/session).

Tableau 2.3. Ateliers récurrents les plus fréquentés et participation

	1997- 98	1998-99	1999-2000	2000-01	2001-02	2002-03
Menuiserie	222	√	54	36	68	68
Céramique		√	60	25	53	31
Couture		√	27	22	21	28
Conversation espagnole		√	36	37	41	28
Informatique				11	16	8
Conversation anglaise						28

Ateliers	2003-04		2004-05	
	Automne	Hiver	Automne	Hiver
Ébénisterie (3 soirs/sem. 12 sem.)	28	27	27	27
Conversation anglaise (1 soir/sem. 12 sem.)	11		19	12
Conversation espagnole (1 soir/sem. 12 sem.)	16	16		
Informatique (1 soir/sem.: 2003-04: 8 sem.; 2004-05: 12 sem.)	7		10	
Céramique (1 soir/sem.12 sem. sauf hiver 2003-04: 2 soirs/sem.)	15	22	15	
Couture (automne: 1jour+1soir/sem.12 sem.; hiver: 2 jours/sem.16 sem)	21	12		

ii) Favoriser l'intégration dans la société⁴ et lutter contre l'exclusion sociale

Nous considérerons plus particulièrement ici les activités reliées à l'alphabétisation, au soutien aux personnes immigrantes et au soutien à la participation civique (programme ayant pris fin en 2004).

Alphabétisation

Mentionnons que les personnes qui participent au secteur alphabétisation sont très actives et se retrouvent partout au CEDA : membres du CA, bénévoles au *Café le Mozaïk*, à la cuisine, à l'accueil, aux loisirs, et participant-e-s à d'autres ateliers.

Le programme d'activités en alpha est élaboré à partir des besoins et intérêts du groupe. Ce dernier est formé de 8 à 12 personnes. Il n'y a pas d'examen, la participation est volontaire mais assidue, et les apprentissages sont conçus à partir de situations vécues par les participantes et participants. *Rapport d'activités 2002-2003*, p.11. Ce même rapport souligne que le processus d'alphabétisation est long et, pour plusieurs personnes, la transition vers l'emploi ou l'école ne se fera pas à court terme. Il s'agit surtout de faciliter leur vie quotidienne et de briser l'isolement (pour cette raison, nous aurions pu aussi placer l'alphabétisation sous un autre axe).

Avec les années, les ateliers sont passés de 2 à 3 niveaux (débutant, intermédiaire, avancé). En 2002-2003, dix personnes du niveau le plus avancé, qui avaient suivi l'atelier *Histoire d'une vie*, ont participé à un camp d'écriture de deux jours en dehors du centre.

Selon les deux derniers rapports consultés, les personnes participant au cours d'alphabétisation ont entre 26 et 72 ans, sont majoritairement des femmes et environ 20% proviennent des communautés culturelles.

De 1997 à 2003, la participation est passée de 30 à 42 personnes, et les ateliers, en plus d'augmenter considérablement en nombre, se sont aussi diversifiés. Ainsi, en 2002-2003, on retrouve des ateliers de 3 niveaux pour les cours de français (lecture, écriture, expression orale, etc.), des ateliers de calcul, d'informatique, de théâtre (couronnés par la présentation d'une pièce de théâtre : 2 représentations, 230 personnes). En plus des ateliers, plusieurs rencontres et activités collectives sont organisées avec les participantes et participants, telles que, au cours de

⁴ L'expression *intégration dans la société* est employée, au CEDA, seulement en ce qui concerne les nouveaux immigrants.

l'année 2002-2003, une activité au guichet automatique, une soirée d'information sur les fournisseurs d'Internet, une rencontre sur les élections provinciales, etc..

Soutien aux personnes immigrantes

Ce soutien se fait de différentes façons. D'abord, par des cours de français langue seconde, avec des classes le jour et le soir, trois sessions/année. Le Tableau 2.5 présente le nombre de personnes participant à ces cours depuis 1996. Outre les cours, plusieurs activités sont organisées pour faciliter l'intégration de ces personnes et renforcer l'acquisition des notions linguistiques (sorties, cafés-rencontres sur les différences culturelles, ateliers d'information sur différents sujets, dont le fonctionnement d'*Urgence-Santé*, l'impôt, le crédit, etc.).

Tableau 2.5. Participation aux cours de français langue seconde

1996-97	1997-98	1998-99	1999-2000	2000-01	2001-02	2002-03
117	200	259	245	264	300	350

Soulignons l'existence, jusqu'en 2004, des activités appelées *Découvertes en régions* et *Jumelage interculturel*. La première visait à soutenir les personnes immigrantes désirant s'installer dans d'autres régions que Montréal, en leur permettant de visiter quelques régions. La deuxième se déroulait au sein du CEDA et voulait à la fois faciliter l'intégration des nouveaux arrivants et sensibiliser les Québécois d'origine à la réalité pluriethnique.

Soutien à la participation civique

De 1999 à 2004, un ensemble d'activités ayant une certaine envergure et rejoignant une population diversifiée a été réalisé, dans le cadre du *Programme de soutien à la participation civique*, subventionné par le Ministère des relations avec les citoyens et de l'Immigration (MRCI). Par exemple, en 2001-2002 et en 2002-2003, différents types d'activités ont été organisés en vue de développer la citoyenneté chez les jeunes, les personnes immigrantes et la population du quartier en général. Ces activités ont été réalisées en collaboration avec plusieurs partenaires du quartier. Il s'agissait tout autant d'ateliers, de cafés-rencontres, de théâtre-débats que de panels, de visites guidées et de soirées de solidarité qui ont attiré un grand nombre de personnes.

iii) Favoriser le développement des compétences parentales et des relations parents-enfants

Les activités reliées à cet objectif occupent peu de place dans la programmation du CEDA depuis, notamment, que la halte-garderie est devenue un CPE en 2001. Seul le programme du *Club Énergie* comporte un volet relations parents-enfants, auquel une douzaine de parents participent. Il s'agit, entre autres, d'ateliers préparés en collaboration avec Parents en action pour l'éducation.

iv) Permettre de développer un réseau social et de briser l'isolement

Tel que nous l'avons noté sous le thème alphabétisation, la poursuite de cet objectif traverse l'ensemble des activités du CEDA. Retenons spécifiquement ici :

- ❖ Cafés-rencontres réalisés au fil des années sur différents sujets tels que : l'alimentation, la réalité pluriethnique, les valeurs et traditions de la société québécoise, comment s'impliquer à l'école, au CLSC, le droit de vote des femmes, les femmes et le droit au logement, les droits des locataires et plusieurs autres
- ❖ Ateliers d'initiation aux arts de la scène (danse, breakdance, percussion, arts plastiques, chant et poésie) offerts aux jeunes de 7 à 14 ans au sein du Club Énergie
- ❖ Activités du comité Tissu social (séances et ateliers d'information, panel, visite du quartier, etc.); ce comité est un comité de la Coalition de la Petite-Bourgogne (table de quartier) dans lequel le CEDA a déjà contribué de façon active
- ❖ Événements spéciaux tels que la participation au *Festival de la Petite- Bourgogne* (700 personnes), la *Marche des femmes* en 2000 (40 groupes du sud-ouest et 462 femmes), *l'Halloween-Masques et Mystères* (825 personnes), *Hommage aux danses et musiques du monde* mentionné plus haut, ainsi que plusieurs sorties en groupes qui reviennent chaque année, comme la sortie aux pommes

v) Permettre la prise en charge collective, développer l'entraide et la solidarité

On peut retenir sous cet objectif les réalisations suivantes :

- ❖ Les cuisines collectives : les rapports d'activités consultés font état d'ateliers ou de groupes de cuisine collective à partir de 1997. Cinq groupes (34 participantes et participants) ont alors rejoint 74 familles. Ce fut sensiblement la même situation en 1999-2000. En 2002-2003, un groupe d'une dizaine de personnes, principalement des participant-e-s en alphabétisation, s'est réuni chaque mois pour préparer des plats prêts à apporter à la maison. Par ailleurs, chaque année, des bénévoles du *Café le Mozaïk* et de la cuisine, accompagnés d'autres personnes, préparent à chaque semaine des repas communautaires à prix modiques. En 2002-2003, un service de déjeuner gratuit pour les membres a été mis sur pied grâce à la collaboration de bénévoles.

- ❖ Des projets mis en place par des participantes et participants : un marché aux puces (1999-2000), une activité sportive hebdomadaire (le hockey cosom) mis sur pied en 2001 par des participants en alpha, la conception et la réalisation d'une pièce de théâtre, aussi par des participant-e-s en alpha.
- ❖ Présentation de formations par un secteur à d'autres secteurs, par exemple, le secteur alpha (français langue seconde) donnant une formation sur la communication avec les personnes allophones.

vi) Offrir des services à la population

Le Tableau 2.6 présente la liste des principaux services offerts de 1996 à 2003 avec, lorsque disponible, le nombre de personnes qui les ont utilisés. Rappelons par ailleurs que la halte-garderie est devenue un CPE en janvier 2001.

Tableau 2.6. Principaux services offerts et achalandage

	1996-97	1997-98	1998-99	1999-2000	2000-01	2001-02	2002-03
Clinique d'impôt	---	2 631	2 715	3 000	2 800	3 000	3 000
Halte garderie		82	88	102	79		
Comptoir de linge	√	1 000 clients	800	fermé	---	---	√

Le CEDA offre aussi d'autres services tels que les prêts de locaux pour des groupes et un service d'accueil et de références, restructuré en 2001-2002. De plus, en 2002-2003, un centre de documentation et un service d'accueil et de référence pour les personnes immigrantes ont été mis sur pied. Ce dernier a profité à 200 personnes.

vii) Développer la participation citoyenne

Le CEDA contribue, par différents moyens, à développer la participation citoyenne et la recension que nous venons de faire de ses principales activités ou préoccupations en témoigne. Notons, plus précisément, les éléments suivants :

- ❖ L'implication régulière d'un nombre constant de bénévoles (voir Tableau 2.1); la formation qui leur est destinée et qui porte, notamment, sur le rôle et les responsabilités des bénévoles, la communication, le travail d'équipe, ainsi que la marge de manœuvre qui leur est laissée, qui leur permet de prendre différentes initiatives.
- ❖ L'implication des participantes et des participants dans la vie du centre et dans les secteurs autres que celui dans lequel ils sont inscrits (engagement intersectoriel).
- ❖ L'existence de nombreux comités ou équipes de travail qui prennent en charge différents aspects du fonctionnement du CEDA. Soulignons ici l'existence et le travail du *Club*

Énergie, ce regroupement de jeunes de 7 à 14 ans (près de 45 en 2002-2003) qui « viennent chaque samedi développer, à travers les arts de la scène (musique, danse, arts plastiques, chant, etc.), des habiletés sociales (résolution de conflits, communication, ouverture, respect de soi et des autres) et personnelles (...) » *Rapport d'activités 2002-2003*, p.27. Ces activités sont organisées avec d'autres groupes du quartier de la Petite-Bourgogne. C'est notamment par ce biais, que le CEDA participe à la vie communautaire de la Petite-Bourgogne et à son festival annuel.

- ❖ Le fonctionnement démocratique des instances : le CA (composé en 2005-2006 de 11 membres, comparativement à 9 antérieurement) s'est réuni, de 2001 à 2003, entre 10 et 12 fois/année. En 2002-2003, l'AG s'est réunie exceptionnellement à trois reprises (122 présences au total). Les réunions de l'AG sont précédées de rencontres préparatoires avec les membres. Les membres du CA sont élus pour 2 ans et peuvent faire 2 mandats seulement. Les personnes bénévoles, salariées et participantes sont représentées au CA.

Tel que noté à plusieurs reprises, le CEDA est très impliqué dans la communauté, notamment dans Solidarité Saint-Henri, la Table de concertation Petite- Bourgogne, le Centre St-Paul (éducation des adultes) mais aussi dans plusieurs regroupements (cuisine collective : RCCQ; immigration : TCRI; alphabétisation : RGPAQ; loisirs : FQCCL).

3. LE CARREFOUR D'ÉDUCATION POPULAIRE DE POINTE SAINT-CHARLES

Le Carrefour d'éducation populaire de Pointe Saint-Charles, qui a vu le jour à la fin des années 1960, «s'est développé autour de la volonté d'être un lieu d'apprentissages divers, d'information, de réflexion, de discussion et d'échange pour les gens du quartier.» *Rapport d'activité 2003-2004*, p.2. Il définit l'éducation populaire comme une «démarche simple et concrète de conscientisation personnelle et sociale, proche des besoins et du vécu quotidien des gens.»

Depuis sa fondation, l'action du Carrefour vise « des objectifs fondamentaux de justice sociale et de solidarité. » *Ibidem*, p. 3. Au fil des années, le quartier s'est transformé : les fermetures d'usines ont, par exemple, considérablement modifié la situation socioéconomique des gens. De nombreuses personnes sont sans emploi et bénéficient de prestations gouvernementales. Le Carrefour veut être aussi un lieu d'intégration dynamique pour les personnes immigrantes et handicapées. Il accorde d'ailleurs une grande place aux personnes atteintes d'une déficience intellectuelle. Le Carrefour est par ailleurs - et c'est là une de ses spécificités - le précurseur de l'alphabétisation assistée par ordinateur.

Les activités du Carrefour sont regroupées par secteurs qui, chacun, regroupe différents comités. Le dépouillement des rapports d'activités des années 1996-1997 à 2003-2004 nous permet de voir que la dénomination de ces secteurs a un peu varié. Ainsi, le secteur Alimentation n'apparaît plus comme tel à partir de 2000-2001, tandis que le secteur Interculturel s'arrête avec le rapport d'activités 2001-2002. Cependant, les ateliers réguliers de la chorale interculturelle fonctionnent toujours depuis 2002. Dans le dernier rapport dépouillé, soit 2003-2004, les secteurs mentionnés sont :

- Alphabétisation
- Inclusion et intégration des personnes handicapées intellectuelles
- Art et artisanat
- Informatique
- Action participative (fêtes, et activités spéciales, le Journal, etc.)

Personnes rejointes

Le Carrefour dessert, entre autres, des personnes économiquement défavorisées, des personnes immigrantes, des personnes analphabètes, des personnes handicapées intellectuelles de

même que des jeunes mères pour des projets spéciaux. Il organise, chaque année et de façon récurrente, un nombre d'ateliers variant de 16 à 28, pour lesquels le nombre de membres participant peut atteindre 250, comme l'indique le Tableau 3.1.

Tableau 3.1. Nombre et participation aux ateliers

	1997-98	1998-99	1999-2000	2000-01	2001-02	2002-03	2003-04
Nombre d'ateliers	16	21	22	21	18	18	28
Participation	250	245	235	217	209	230	*

* pas de chiffres

En plus des ateliers et activités régulières, le Carrefour organise une série de fêtes et sorties. Au total, il rejoint plus de 700 personnes par année. En 2003-2004, le secteur Action participative a tenu 17 activités, comptabilisant 1389 présences, ainsi que 722 présences de bénévoles pour un total de 3877 heures.

Principales activités du Carrefour

i) Favoriser de nouveaux apprentissages et valoriser les savoirs des participantes et participants par des activités de formation

Le Carrefour effectue l'évaluation de ses ateliers deux fois par année, à la fin de chacune des deux sessions. D'autres moyens d'évaluation sont aussi utilisés. Ainsi, des albums photos servent d'outils pour démontrer les apprentissages effectués. La *Soirée solidarité*, grand événement annuel, sert aussi de vitrine aux apprentissages effectués durant l'année : les participant-e-s ont la chance de présenter leurs produits et même de les vendre.

En 1997, le Carrefour met sur pied le logiciel *ABC* pour soutenir les apprentissages en alphabétisation (nous y reviendrons plus loin). Nous retiendrons ici les ateliers des secteurs Alimentation et Art-artisanat et parlerons des autres dans l'axe suivant.

Alimentation

Bien que n'ayant pas de données quantitatives pour les années 2000 à 2004, nous savons que 19 activités reliées à ce secteur ont été réalisées entre les années 1996 et 2000. Onze de ces ateliers sont axés sur une meilleure connaissance de la nutrition. Les 8 autres sont connexes à l'expérimentation et à la découverte alimentaires. Au total, plus de 50 personnes y ont participé. Plusieurs de ces activités se sont déroulées avec des groupes du quartier.

Art-artisanat

Ce secteur regroupe 8 différents ateliers, dont 5 se retrouvent au Tableau 3.2, qui présente, pour chacun des domaines, le nombre d'ateliers et la participation dans ces ateliers. Les plus populaires sont les ateliers de couture, de poterie et de céramique.

Les ateliers vitrail-plus et action autonomie s'adressent aux personnes handicapées fréquentant le Carrefour. Ces ateliers sont un moyen d'intégration à la communauté à travers l'expression artistique - nous aurions donc pu aussi les placer sous l'axe suivant.

Tableau 3.2. Nombre et participation aux ateliers, dans chaque domaine

		1997-98	1998-99	1999-2000	2000-01	2001-02	2002-03	2003-04
Couture	atelier	2	2	2	2	2	2	3
	participation	24	21	23	21	20	---	---
Poterie	atelier	1	1	1	1	2	2 + mini session	2
	participation	10	9	11	12	24	---	---
Céramique	atelier	1	1	1	1	(avec poterie)	2 + mini session	2
	participation	12	12	11	12	---	---	---
Vitrail Plus	atelier	1	2	2	2	2	2	2
	participation	22	21	21	21	20	20	20
Action - autonomie	atelier	1	1				*	1
	participation	10	11	10	11	11	---	---

* pas de données

Le Carrefour utilise comme principal vecteur d'information ses *Pauses hebdomadaires d'animation sociale*. Les thèmes sont variés et concernent autant les problèmes d'envergure internationale que les thèmes d'actualité nationale, régionale ou locale. Les sujets abordés ont tous des incidences directes ou indirectes sur la vie des individus ou sur la collectivité. Ainsi, au cours de l'année 1998-1999, le développement du Canal Lachine a été abordé parce qu'il représentait une préoccupation importante pour le quartier et la communauté. Cette même année, le Carrefour a abordé comme sujets la Déclaration des droits de l'homme et les élections municipales.

En ce qui concerne les catégories spéciales, les thèmes libres ou ponctuels, notons, entre autres, la crise du verglas en 1998, les événements du 11 septembre en 2001-2002, la guerre en Irak en 2002-2003 et la réingénierie en 2003-2004.

ii) Favoriser l'intégration dans la société et lutter contre l'exclusion sociale

Nous présentons ici les activités reliées aux secteurs de l'alphabétisation, de l'informatique et de l'intégration des personnes handicapées.

Alphabétisation

Membre fondateur du Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ), le Carrefour est un des pionniers dans ce domaine. Il offre trois niveaux d'alphabétisation (débutant, intermédiaire, avancé), dont deux assistés par ordinateur depuis 1994. Les ateliers de chacun de ces niveaux sont d'une durée de 3 heures et ont lieu 2 fois par semaine pendant la période d'activités.

Le Carrefour a réalisé plusieurs recherches, dont un répertoire des logiciels utilisables en alphabétisation populaire, *L'ABC des logiciels*, dont le lancement a eu lieu en avril 1998. Après expérimentation et évaluation, un deuxième répertoire a été produit et publié au cours de l'année 1999-2000.

Une recherche-action sur l'utilisation des logiciels éducatifs en alphabétisation populaire a également été entreprise au cours de l'année 1999-2000. Le rapport final de cette recherche a été rédigé et diffusé en 2002. Les initiatives du secteur en matière d'informatique ont permis à de nombreux participants en alphabétisation de s'initier à l'informatique.

Le Carrefour a également réalisé une recherche sur l'apprentissage des adultes en démarche d'alphabétisation, intitulée *Regards sur l'apprentissage*.

Les animateurs ont aussi développé de nombreux projets. Dans le cadre d'un de ces projets, les personnes participant au groupe alpha ont mis sur pied des ateliers de cuisine collective, en 2001. Ces ateliers ont évolué depuis leur début et on constate qu'à la dernière année recensée (2003-2004), il y a eu jusqu'à 12 rencontres.

Le Tableau 3.3 fait état des activités et, quand c'est possible, du nombre de personnes qui y ont participé (par exemple, pour les années où il y a un √, les rapports d'activités ne précisaient que le nombre d'heures allouées à ces activités).

Les activités de prévention organisées durant les 3 années indiquées dans ce tableau sont des activités d'animation autour du livre, de simplification des écrits et de maintien des

compétences en lecture et écriture. Les ateliers de francisation, répertoriés dans le secteur alphabétisation pour les années indiquées au même tableau, ont eu lieu à une fréquence de 2 fois par semaine de 1998 à 2001 et ont réuni 39 personnes. Nous ne possédons aucune donnée pour les années subséquentes. Concernant l’alphabétisation, rappelons qu’il y a 3 niveaux d’alpha et, pour chacun de ces niveaux, 2 rencontres par semaine à raison de 30 semaines par année. Ici, le chiffre présenté dans le tableau constitue le total du nombre de personnes pour les 3 niveaux.

Tableau 3.3. Activités d’alphabétisation et participation

	1997-98	1998-99	1999-2000	2000-01	2001-02	2002-03	2003-04
Alphabétisation	22	25	27	25	22	√	√
Cuisine collective alpha					√	5 rencontres	12 rencontres
Prévention en alphabétisation					√	√	√
Francisation		15	12	12			
Initiation Ordinateurs							
ateliers	2	2	4	2			
participation	20	12	40	20			

En dernier lieu, il est important de relever le rayonnement du Carrefour en matière d’alphabétisation, qui s’exprime, notamment, par sa participation à différentes activités ou événements (comités du RGPAQ, forums, études, représentations), par ses collaborations avec d’autres organismes et par son dynamisme au sein de la communauté.

Informatique

L’informatique a été introduite au Carrefour en 1995, par le biais des ateliers d’alphabétisation. Cette initiative faisait suite à l’apparition d’interfaces électroniques dans les lieux publics, allant du guichet automatique dans les institutions financières à l’informatisation des demandes de prestations chômage ou encore aux méthodes de recherche de documents à la bibliothèque.

La formation du personnel en informatique a commencé en 1999. En 2001-2002, le Carrefour a effectué une grande enquête dans le quartier, sur les technologies de l’information et de la communication, afin de connaître les besoins. Ce sondage, réalisé par une maison de sondage, visait les groupes communautaires et les ménages. Avec le soutien de RESO (Relance économique du Sud-Ouest), de Communautaire, de la CSDM et de différents bailleurs de fonds,

le Carrefour travaille à la mise en place progressive d'un centre d'accès et de formation afin de permettre l'accès à l'informatique et en favoriser l'appropriation. Le Tableau 3.4 présente les ateliers offerts dans ce secteur.

Tableau 3.4. Activités offertes dans le secteur informatique et participation

	2000-01	2001-02	2002-03	2003-04
Atelier d'initiation à l'ordinateur	5	√	2 /sem. (soir et jour)	2 /sem. (soir et jour)
Atelier libre supervisé	1/sem. et 3 en l'été	1/sem. à l'année	1/sem. (270 présences)	1/sem. (267 présences)
Atelier de bureautique		7	1/session	1/session
Formations semi individualisées (initiation à Internet, etc.)		√	séance de 3 heures (450 présences)	séance de 3 heures (397 présences)

Au cours de l'année 2001-2002, un accès libre à l'ordinateur et à Internet a été mis en place. En 2002-2003, plus de 800 présences ont été enregistrées et 755 en 2003-2004.

Intégration des personnes handicapées

Nous avons noté plus haut que les ateliers vitrail-plus et action-autonomie s'adressaient aux personnes handicapées, afin de développer leur estime et affirmation de soi. Ils visent également à soutenir leur intégration communautaire. Outre cette formation, il y a un travail d'intégration de ces personnes à l'intérieur des différentes activités du Carrefour, notamment au journal *Le petit Carrefour*. En 1998, dans le cadre de la *Semaine québécoise de la déficience intellectuelle*, 4 rencontres d'information furent réalisées. En 2002, 50 personnes ont participé au *Rallye Santé mentale*.

Au chapitre des relations extérieures, on note des représentations du Carrefour à divers congrès et des alliances avec divers organismes comme Le mouvement des personnes d'abord, la Confédération des organismes de personnes handicapées.

iii) Favoriser le développement des compétences parentales et des relations parents-enfants

Ce sont essentiellement les fêtes ou les sorties pour la famille qui contribuent à favoriser de meilleures relations parents-enfants. Par exemple, on dénombre 9 sorties pour la famille à l'été 2000, et 5 en 2001 et en 2002.

iv) Permettre de développer un réseau social et de briser l'isolement

Outre les fêtes de Noël (qui regroupent toujours depuis 1997 au-delà de 120 personnes), les épiluchettes (qui ont attiré 300 personnes en 2001), le 8 mars, les sorties à la cabane à sucre, aux pommes, les événements commémoratifs de la tuerie de Polytechnique, etc., il y a, chaque année, une *Soirée de solidarité* qui constitue, entre autres, un lieu d'exposition et de vente des objets confectionnés au sein des ateliers du Carrefour. Pour la chorale, c'est aussi l'occasion de faire entendre ses nouveaux chants. Cette soirée est très populaire et, depuis 1998, elle a toujours attiré plus de 300 personnes. Il s'agit d'une soirée bénéfice pour un organisme du quartier, qui vient clôturer l'année et célébrer, dans un esprit de solidarité, les réalisations des citoyennes et citoyens impliqués dans les différents organismes du quartier.

Chaque année, également, l'équipe des travailleuses et travailleurs du Carrefour organise une *Soirée reconnaissance* pour les bénévoles impliqués au Carrefour, afin de souligner leur contribution aux divers comités ou structures de représentation.

v) Permettre la prise en charge collective, développer l'entraide et la solidarité

Retenons ici deux éléments :

- ❖ Des activités spéciales organisées ou animées par des participant-e-s, avec des formatrices et formateurs du Carrefour : création d'un livre de recettes (2000) ; fabrication et distribution de cartes de Noël impliquant un exercice d'écriture (plus de 120 participant-e-s en 2001); événement autour d'un livre, *L'école du rang des concessions*, qui a regroupé 100 personnes en 2002, dans le cadre des projets Initiatives conjointes fédérales/provinciales en alphabétisation (IFPCA), dont les objectifs sont notamment de mieux connaître la problématique relative aux habitudes de lecture dans les milieux défavorisés; réalisation, dans ce même cadre, d'un projet de simplification des écrits du Carrefour, au cours de l'année 2003-2004.

Soulignons ici que les participantes et participants en alpha sont très impliqués dans toutes les activités du carrefour

- ❖ La réalisation du journal *Le petit Carrefour* : on note qu'en 1997, 20 auteurs et un grand nombre de bénévoles participaient à l'élaboration du journal; en 2000, le travail est effectué par plus de 50 personnes et tous les ateliers y participent.

Pour les membres, le journal est plus qu'un outil d'information. Dans le rapport annuel de 2002-2003, on souligne que le journal permet aux membres de réaliser des apprentissages, qu'il est un instrument de transformation sociale, économique, culturel et politique de leur milieu. (Il est à noter que nous aurions pu également placer la réalisation du journal dans l'axe développer la participation citoyenne, mais nous l'avons retenue ici pour mettre en relief la prise en charge collective de cette réalisation.)

vi) Offrir des services à la population

Le Carrefour assure un bon nombre de services à la population du quartier. Six de ces services sont récurrents chaque année. Il s'agit de :

- ❖ Accueil et références
- ❖ Halte-garderie
- ❖ Support-conseil (finances, animation, courrier)
- ❖ Prêt de locaux
- ❖ Télécopie
- ❖ Photocopie

vii) Développer la participation citoyenne

Tel que mentionné précédemment, le Carrefour fonctionne par secteurs qui regroupent différents comités. Parmi les 16 comités répertoriés, on retrouve le comité rencontres, le comité décoration, le comité organisateur des fêtes et le comité lié à la gestion. Un petit calcul de la participation et de la fréquence des rencontres nous permet de dire que, de 1997 à 2004, les différents comités ont réuni 638 personnes et se sont rencontrés plus de 600 fois, afin d'assurer la réalisation d'activités. Pour la même période, 94 personnes se sont réunies 84 fois afin de remplir leurs tâches d'administrateurs. Par ailleurs, on compte un total de 466 membres présents aux AG de 1997 à 2004, comme l'indique le Tableau 3.5.

Tableau 3.5. Participation aux assemblées générales

1997-98	1998-99	1999-2000	2000-01	2001-02	2002-03	2003-04	Total
74	79	62	69	64	64	54	466

Lieux de participation citoyenne du Carrefour

Nous ne pouvons faire état ici de tous les organismes locaux, régionaux ou provinciaux auxquels le Carrefour a participé depuis 1996. Suivant les 3 derniers rapports d'activités (2001-2004), nous retenons, notamment, la participation du Carrefour au Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec, à la Table de concertation des groupes communautaires de Pointe Saint-Charles (Action-gardien), à RESO, à la Clinique communautaire de Pointe Saint-Charles (comité de lutte, comité de quartier), au comité logement aménagement et au comité sur la violence faite aux femmes handicapées du CLSC Olivier Guimond.

4. LE CENTRE ÉDUCATIF COMMUNAUTAIRE RENÉ GOUPIL

Le Centre éducatif communautaire René-Goupil (CECRG) a été incorporé en 1977. Situé dans le quartier multiethnique Saint-Michel, dans le nord-est de la ville de Montréal, ce centre, lit-on dans le *Rapport annuel des activités 2003-2004*, « est né de la volonté et de l'initiative des gens du milieu ». (p. 4). Il « répond avant tout à des objectifs favorisant la prise en charge individuelle et collective afin d'améliorer la qualité de vie des gens du milieu. » *Ibidem*. Il se veut un milieu de vie, c'est-à-dire un lieu d'apprentissage, d'implication, de soutien et d'entraide.

Le centre « travaille avec une approche *par-avec-pour* les gens. L'implication et la participation des gens sont valorisées dans les activités (par), qui se font avec d'autres et avec l'accompagnement d'un intervenant (avec) et pour les besoins et intérêts des gens. » *Ibidem*.

La spécificité du CECRG est, sans aucun doute, la place accordée au développement de l'enfant de 0 à 5 ans, ainsi qu'aux activités jeunesse à l'intention des jeunes de 6 à 17 ans. Ces activités ciblées revêtent un caractère préventif dans un contexte social où existe un taux élevé de délinquance qui se manifeste, entre autres, par la présence de gangs de rue.

Les activités proposées et réalisées au centre se regroupent autour de 7 pôles d'intervention :

- Développement de l'enfant
- Club de la grande bouffe (Mesure alimentaire)
- Les 6-12 ans
- Les 13-17 ans
- Action communautaire (comités du centre et du quartier)
- Bénévoles et services
- Ateliers de formation pour adultes

Ces pôles sont sous la responsabilité d'une intervenante ou d'un intervenant et proposent des lieux d'apprentissage (ateliers), des services d'entraide et de soutien ainsi que la réalisation de projets ou d'événements spéciaux. Cette division en pôles a entraîné une certaine « sectorisation » de l'intervention, à l'égard de laquelle le centre a réagi, à partir de 2001, en mettant en place divers moyens pour « favoriser les liens entre les individus afin d'assurer un milieu de vie multi-âge et multi-clientèle. » *Rapport annuel des activités 2003-2004*, p.22.

Membership

Peut être membre du centre toute personne physique âgée de 13 ans et plus qui, personnellement ou à titre de représentant d'une personne morale, satisfait aux dispositions des présents règlements et de la Loi. Doit être membre participant toute personne qui utilise les services de la corporation ou qui participe aux activités sans y être formellement inscrite, toute personne qui participe aux activités d'un organisme associé, toute personne physique qui travaille bénévolement pour le compte de la corporation. Les membres participants ont droit de parole et de vote lors des AG. En 2002-2003 et 2004-2005 on comptait 602 membres, 541 en 2001-2002, et 326 en 1997-1998.

Principales activités du CECRG

i) Favoriser de nouveaux apprentissages et valoriser les savoirs des participantes et participants : ateliers d'éducation et de formation

Avant d'aborder les thèmes, mentionnons qu'au cours des années examinées (de 1997 à 2004), le centre a procédé, *via* ses pôles d'intervention, à diverses évaluations afin de toujours mieux se centrer sur les besoins réels de la population qu'il dessert. Ainsi, à l'automne 1999 par exemple, une vaste consultation publique a été entreprise auprès des participant-e-s aux ateliers, en vue de réaménager la session du printemps. Aussi, le Comité bénévole a réalisé au cours de l'année 2000-2001 un sondage auprès de la population «micheloise» afin de connaître les expériences, les intérêts et les besoins en matière d'implication bénévole. Les résultats ont permis de mieux comprendre les attentes des gens et d'en tenir compte dans l'élaboration du *Guide sur l'implication bénévole*, dont l'adoption finale devait avoir lieu au cours de l'année 2004-2005.

Il en fut de même pour les activités de service reliées au parcours alimentaire. Au cours de l'année 2003-2004, des questionnaires ont été produits et distribués à 200 personnes et à 5 organismes offrant diverses alternatives en alimentation, afin de mieux connaître les besoins en terme de sécurité alimentaire.

Les 13-17 ans

Les ateliers récurrents offerts depuis 1997 proposent des activités ou projets liés aux arts du cirque, au théâtre, à la danse (le hip hop, depuis 2002-2003), à la réalisation d'une murale,

d'un projet vidéo. Un atelier sur *gardien averti* existe également depuis 2000-2001, de même qu'un atelier de formation *aide animateur* auprès des jeunes de 2 à 5 ans et de 6 à 12 ans. S'est également ajouté au cours de cette même année un atelier dessin-peinture. Un projet de mise en place d'une radio communautaire a vu le jour au cours de l'année 2002-2003.

Il faut aussi noter le projet *Expédition jeunesse*, réalisé en octobre 2000 à Québec. Ce fut l'aboutissement d'une démarche d'un an qui a permis à une vingtaine de jeunes âgés entre 14 et 25 ans de réfléchir sur des sujets qui les touchent de près (sports, loisirs, emploi, intérêts professionnels, etc.). L'événement s'est tenu le 21 octobre à Québec dans le cadre d'un rassemblement par et avec des jeunes et des intervenants.

Atelier de formation pour adultes

Les ateliers offerts ici se subdivisent en 3 catégories : le développement personnel (par exemple, connaissance ou estime de soi), les apprentissages concrets (par exemple, couture, initiation à Lotus 1-2-3) ainsi que les arts et la culture (par exemple, dessin-peinture, l'ABC du français). Ne pouvant présenter tous les ateliers organisés au cours des années étudiées, nous en avons retenu 7 récurrents, présentés au Tableau 4.1.

Tableau 4.1. Nombre et types d'ateliers récurrents entre 1997 et 2004

	1997-98	1998-99	1999-2000	2000-01	2001-02	2002-03	2003-04
Nombre d'ateliers	26	36	n.d.	30	35	34	43
Communication/connaissance de soi	√	√	√	√	√	√	√
Informatique	√	√	√	√	√	√	√
ABC du français (alpha)	√	√		√			
Anglais		√		√	√	√	√
Espagnol	√	√		√	√	√	√
Francisation			√	√	√	√	√
Café Internet		√	√	√	√	√	√

n.d.: données non disponibles

Notons que le thème informatique regroupe les ateliers portant sur l'initiation à l'un ou l'autre logiciel (Word Perfect, Lotus, etc.) ou à Internet. Les ateliers sont d'une durée de 2 ½ heures par semaine.

ii) Favoriser l'intégration dans la société et lutter contre l'exclusion sociale

Outre les ateliers ci-haut mentionnés sur l'informatique, l'alphabétisation et la francisation, plusieurs activités ou projets favorisent directement l'intégration dans la société et la lutte contre l'exclusion sociale. Portons une attention particulière aux 2 projets suivants :

- ❖ Projet visant à favoriser l'insertion sociale de mères monoparentales, isolées et vivant de la sécurité du revenu : ce type de projet existe depuis 1997 et regroupe entre 8 et 13 femmes chaque année. En plus de recruter les participantes, le centre les accompagne dans leur démarche et leur offre divers lieux d'implication. À l'origine, ce projet se déroulait en collaboration, notamment, avec le Centre de ressources en éducation populaires (CREP), mais en 2003-2004 cette collaboration a pris fin à la suite de considérations financières
- ❖ Le *Club de la grande bouffe* : projet faisant partie du Programme de la mesure alimentaire et qui consiste à offrir des repas chauds et nutritifs aux enfants de la maternelle à la sixième année qui fréquentent l'école Bienville. Le centre assume la gestion et l'animation de cette mesure et, pour ce faire, doit recruter et former chaque année une dizaine d'animatrices dans le cadre du Programme d'insertion sociale des Centres locaux d'emploi (CLE)

En plus de ces 2 projets, plusieurs activités existent, notamment des cafés-rencontres sur des sujets comme la réforme de l'emploi et de la sécurité du revenu, la réforme scolaire, l'environnement (le recyclage), l'alimentation. Enfin, les liens organiques existant (*via* les comités du centre) avec les comités ou organismes du quartier Saint-Michel favorisent l'intégration sociale. Soulignons simplement la participation à cette structure de concertation locale qu'est Vivre Saint-Michel en santé, qui regroupe les comités aliment'action, concert'action enfance-famille et le Groupe action jeunesse. Il en est de même de l'implication au sein de *1,2,3, Go*, existant depuis 1996 et dont l'objectif est de favoriser le développement d'une culture axée sur le bien-être des tout-petits et de leurs parents, ainsi que la participation au Comité entraide locataire. Depuis 1998, un travail de sensibilisation se fait sur la prostitution.

Depuis plusieurs années, le centre participe aux conseils d'établissement de l'école primaire Bienville, de l'école secondaire Louis-Joseph Papineau et du centre Gabrielle Roy (centre de formation générale aux adultes). Il siège également sur le comité employabilité de la CDEC Centre-Nord.

iii) Favoriser le développement des compétences parentales et des relations parents-enfants

Cet axe d'intervention est très important pour le centre. En témoignent toutes les activités qui se déploient autour de la halte-garderie et qui se retrouvent à l'intérieur du Pôle développement de l'enfant. Voici quelques activités récurrentes depuis 1997 :

- ❖ Stimulation précoce (pour les petits de quelques mois à 3 ans)
- ❖ Développement du langage, de l'expression verbale, de la socialisation, etc. (pour les enfants de 3 à 5 ans)
- ❖ Co-animation avec les parents, à chaque mois, et rencontre mensuelle d'échanges, où sont abordés différents sujets.

Chaque année, environ 150 enfants ont été rejoints et une quarantaine de parents ont participé à la co-animation ainsi qu'aux échanges.

Quant au Pôle 6-12 ans, une gamme d'activités ou d'ateliers ont été réalisés depuis l'année 1997-1998, dans les domaines culturel, artistique, sportif et culinaire (*Les petits marmitons*). Un atelier de familiarisation avec Internet s'est ajouté à partir de l'année 1999-2000, un autre sur *Gardien averti* en 2000-2001 et un sur *Des livres à découvrir*, en 2001-2002. Ici encore, les parents co-animent régulièrement des activités et sont impliqués dans les projets école-centre, tels l'aide aux devoirs, la classe-neige, les activités du mercredi après-midi et les rencontres de fin de session entre les jeunes des ateliers d'apprentissage et leurs parents, auxquelles participe un grand nombre de parents.

iv) Permettre de développer un réseau social et de briser l'isolement

Outre les fêtes organisées à l'occasion de l'Halloween et de Noël, les épluchettes et la visite à la cabane à sucre, retenons ici les événements suivants :

- ❖ l'*Expo-fête* annuelle, qui sert de vitrine aux productions réalisées dans divers ateliers jeunes et adultes, à l'organisation de laquelle tous participent;
- ❖ les fêtes organisées lors du 20^e et du 25^e anniversaires du centre;
- ❖ la *Marche contre la pauvreté* en 1997, qui a mobilisé 1000 personnes;
- ❖ les soirées spéciales organisées notamment dans le cadre de la *Semaine québécoise des adultes en formation*, à partir de 2002-2003;
- ❖ les événements spéciaux organisés par le Comité organisateur des activités capotantes (COAC) des 13-17, dont des assemblées d'ados, une nuit vidéo et un souper sexe-débat.

v) Permettre la prise en charge collective, développer l'entraide et la solidarité

Ici, il faut surtout souligner les activités reliées au parcours alimentaire : les cuisines collectives, le groupe d'achats collectifs et, depuis 1999-2000, les jardins collectifs. La pratique des déjeuners communautaires mensuels démarre également en 1999-2000. Malgré les difficultés d'ordre financier, le centre a toujours maintenu ces activités. En 2003-2004, un volet *exercices physiques* a été ajouté dans le parcours alimentation - le *combo-santé* - qui s'est avéré très populaire.

Un autre lieu de prise en charge collective est sans contredit la coopérative jeunesse (*La jeune Coop active*), qui existe depuis 1991 et dans laquelle les jeunes et les intervenants du centre sont impliqués.

vi) Offrir des services à la population

Le Tableau 4.2 présente les quatre principaux services que nous avons retenus ici.

Tableau 4.2. Principaux services et achalandage

		1997-98	1998-99	1999-2000	2000-01	2001-02	2002-03	2003-04
Halte-garderie	150 enfants	√	√	√	√	√	√	√
Grande bouffe	80 à 110 élèves	√	√	√	√	√	√	√
Clinique juridique		√	√					
Clinique d'impôt	de 325 à 470			√	√	√	√	√
Café Internet	environ 100 pers./sem.		√	√	√	√	√	√

vii) Développer la participation citoyenne

Les rapports d'activités dépouillés permettent de constater l'existence, 5 années sur 7, du journal du centre *Ça presse*. Les différentes étapes de réalisation de ce journal sont entièrement assumées par des responsables et bénévoles du centre et sont l'occasion d'acquérir différentes habiletés. Un comité coordonne l'ensemble de la production.

Le rapport d'activités 2003-2004 soulignait l'implication bénévole de 75 personnes, sur une base régulière ou ponctuelle, au niveau des services et des comités d'organisation et d'action.

Bon an mal an, le CA du centre se réunit entre 15 et 17 fois et les différents rapports d'activités annuels expriment, en heures, l'implication bénévole des membres (entre 950 et 1 610 heures). La formation des nouveaux membres est assurée et, ces dernières années, des efforts particuliers sont faits pour intégrer des jeunes au CA.

Nous avons noté au passage le travail de quelques comités permanents (le comité bénévole, le comité journal, le COAC). Nous pouvons ajouter qu'il existe aussi le comité organisateur des événements communautaires et le comité femmes. D'autres comités se mettent en place de façon ponctuelle pour des événements spéciaux, comme ce fut le cas pour les fêtes du 20^e et du 25^e anniversaires du centre.

5. LE COMITÉ SOCIAL CENTRE-SUD

Le Comité social Centre-Sud (CSCS) a fêté son trentième anniversaire en août 2001. Ce sont « des mères de famille, aidées de leurs maris et de leurs enfants » qui l'ont fondé. Le Centre constituait une réponse à des besoins exprimés et non satisfaits. *Rapport d'activités 2002-2003*, p.4. En 1978, la Commission scolaire de Montréal lui offrait l'école dans laquelle il loge toujours.

Le quartier a profondément changé au cours des années 1970 : dislocation des familles, développement du village gai, construction de condos neufs, etc. Petit à petit, le quartier est devenu ce qu'il est aujourd'hui : un quartier agité du centre-ville, où coexistent l'abondance des biens de consommation de toutes sortes, la « gentrification » et l'exclusion (personnes itinérantes, personnes prostituées, avec des problèmes de santé mentale et de toxicomanie).

« L'action de notre centre est intimement liée aux besoins de la population du quartier Centre-Sud de Montréal. Notre mission est de promouvoir et de développer, selon les principes de l'éducation populaire autonome, la prise en charge et l'entraide afin de permettre aux résidentes et résidents de notre territoire d'exercer un réel contrôle sur leurs conditions de vie. » *Rapport d'activités, 2003-2004*, p.4.

La population qui fréquente le centre est très variée et de plus en plus appauvrie. Cinquante pourcent (50%) sont des personnes âgées vivant en situation de pauvreté et l'autre portion est constituée de personnes vivant de prestations de chômage ou d'aide sociale et/ou au prise avec différents problèmes tels l'itinérance, la toxicomanie, la prostitution, des troubles de santé mentale. Ce sont majoritairement des hommes qui fréquentent le centre.

Face à de sérieux problèmes financiers et des difficultés de relations de travail, l'organisme a connu une période de redressement qui s'est effectuée sur 3 ans (2001 à 2004). Au cours de l'année 2002-2003, un système de reconnaissance des besoins a été mis en place et un sondage portant sur les intérêts des membres ou de la population du quartier par rapport aux activités du centre a été réalisé, en vue de proposer une nouvelle programmation.

Il y a donc eu une réorganisation des activités et, notamment, l'introduction de tarifs pour certains cours d'éducation populaire. Le centre est organisé selon 3 grands secteurs d'activité :

- Formation et éducation, qui comprend toutes les activités d'éducation populaire

- Loisirs, qui regroupe les activités socioculturelles, récréatives et de découverte
- Santé, qui regroupe le projet *Naître Égaux - Grandir en Santé*, le « référencement » et la soupe populaire devenue actuellement l'activité principale de ce secteur

Membership

Est reconnue comme membre du centre toute personne qui en fait la demande, qui adhère aux objectifs, participe à la vie du centre et paie sa cotisation annuelle de 5\$. En 2003-2004, le centre comptait 550 membres (individus et organismes) et 50 bénévoles impliqués activement. Plus de 400 personnes se sont inscrites aux ateliers et autres activités de formation au cours de cette année-là, tandis que 4200 personnes/semaine utilisaient ces différentes ressources. À titre de comparaison, soulignons qu'il y avait 150 membres en 2002-2003 et 125 en 2000-2001. Actuellement, en 2005-2006, le centre compte près de 800 membres.

Principales activités du CSCS

i) Favoriser de nouveaux apprentissages et valoriser les savoirs des participantes et participants par des activités de formation

Les formations sont adaptées aux besoins et attentes de la clientèle. Les contenus sont simples, concis et utiles dans la vie quotidienne comme dans la société actuelle. Elles sont assurées par des professeurs bénévoles. Nous ferons état ici des ateliers d'éducation populaire et des rencontres cafés- croissants

Ateliers d'éducation populaire

Les cours sont généralement dispensés sur une période de 10 semaines, à raison de 2 ½ heures par semaine. Les membres du centre sont des utilisateurs des cours de langues et, comme le Tableau 5.1 l'indique, les cours privilégiés sont les cours de base, dans chacune des 3 langues. À noter que nous n'avions pas en mains le rapport d'activités de l'année 2001-2002. De plus, il n'a pas toujours été possible de retracer le nombre de personnes participant aux ateliers.

Concernant l'informatique, plus de 19 formations différentes ont été offertes de 1997 à 2004, dont plusieurs d'initiation (Windows et Windows 98; Internet; Word 2000; Excel 2000; Quark Xpress 4.0; Photoshop 7.0; Illustrator 9.0; Dreamweaver MX), ainsi que les formations Informatique PC, Informatique der Base gratuit, Informatique Macintosh, Page Web, Logiciels de bureautique. Dans le tableau, le chiffre fournit le nombre de participant-e-s à l'ensemble des ateliers d'informatique.

Tableau 5.1. Principaux cours offerts et participation

		1997-98	1998-99	1999-2000	2000-01	2002-03	2003-04	
Français	de base	10	√	6	5	√		
	de base 2				4			
	Atelier d'écriture				5			√ + lecture
Anglais	débutant		√	48	24	√		
	intermédiaire				24			√
	avancé							√
Espagnol	débutant	94	√	53	24	√	√	
	intermédiaire							√
	avancé							√
Informatique		55	√	289	60	√	24	

Les différents rapports d'activités mentionnent d'autres ateliers : création littéraire, sérigraphie, création de cartes de Noël, décoration de citrouilles, environnement sonore, ainsi qu'ateliers de photographie, qui semblent avoir joui d'une assez grande popularité. Des ateliers de couture ont aussi été donnés pendant plusieurs années, de même que des ateliers de coiffure, dans le cadre d'une formation aux métiers; ces derniers ont regroupé plus de 300 personnes de 1997 à 2000.

Cafés- croissants

Ces rencontres hebdomadaires (bihebdomadaires depuis novembre 2005) sont une tradition au centre. Ils réunissent autour d'un sujet les membres, les bénévoles et le personnel. En 2003-2004, le rapport d'activités note une participation variant entre 10 et 20 personnes par semaine et, en 2005-2006, on nous informe d'une moyenne de 20 personnes à chacune des rencontres.

Nous ne pouvons énumérer tous les sujets abordés pendant la période examinée. Disons cependant qu'ils touchent les politiques gouvernementales (par exemple, la réforme de la sécurité du revenu, le projet de loi sur l'élimination de la pauvreté, la réforme de l'éducation, la politique de formation continue, la réforme des programmes d'employabilité), les politiques sociales (par exemple, les droits sociaux, le logement), le milieu communautaire et associatif (par exemple, la prévention du suicide, les Gamblers anonymes, Cactus Montréal, la situation des centres d'éducation populaire, la *Marche des femmes de l'an 2000*).

Parallèlement aux cafés- croissants, pendant plusieurs années, le centre a organisé des conférences thématiques données par des personnes ayant une expertise sur le sujet présenté. Ainsi, six de ces conférences ont eu lieu en 1997-1998.

ii) Favoriser l'intégration dans la société et lutter contre l'exclusion sociale

Le centre est un terrain d'accueil pour les personnes ayant des travaux communautaires à exécuter et des travaux compensatoires à effectuer. *Via* son service de cantine, il sert de plateau de travail à 6 personnes chaque année. Par ailleurs, le centre démontre aussi son ouverture et son intérêt pour l'intégration des nouveaux arrivants, à travers des activités comme ses soirées interculturelles qui, comme on peut le noter au Tableau 5.2, attirent un grand nombre de membres.

Tableau 5.2. Nombre de soirées interculturelles et participation

1997-98	1998-99	1999-2000	2000-01	2002-03	2003-04
			3 x 300 personnes	3 x 330 personnes	1 x 300 personnes

Une autre façon pour le centre de démontrer son intérêt à la diversité de la population qui compose le quartier est la création du projet *Voisin j'te voisine*, qui a été réalisé de 1998 à 2001. Soulignons enfin que la poursuite de cet objectif se réalise par les nombreux services qu'offre le centre et qui seront abordés au point (vi).

iii) Favoriser le développement des compétences parentales et des relations parents-enfants

À cause du profil des membres du centre, cet objectif n'occupe pas une place importante dans ses activités. Il faut néanmoins mentionner les activités (fêtes ou sorties) qui s'adressent plus particulièrement aux familles :

- ❖ dépouillement de l'arbre de Noël : activité la plus populaire, elle a rejoint 50 familles en 2003 et 150 enfants en 1999
- ❖ sorties plein air : au Parc Safari, au parc de la Yamaska, sorties Week-End, sortie aux pommes, séjour à l'Auberge du P'tit Bonheur, autres

iv) Permettre de développer un réseau social et de briser l'isolement

Le centre a inauguré son *Salon communautaire* en avril 2003. En plus de favoriser la lecture et les échanges informels, ce lieu permet aussi la tenue de cinés-discussions autour de films à caractère social comme l'Erreur boréale, Bacon le film, Love-moi, ainsi que l'exposition d'œuvres des artistes du quartier.

Le centre organise chaque année de nombreuses activités récréatives : fête de la rentrée, les traditionnels soupers spaghetti, fête de l'Halloween, soupers des bénévoles, souper de Noël des

membres, Saint-Valentin, sortie à la cabane à sucre, Fête nationale du Québec (pouvant regrouper jusqu'à 500 personnes), etc. Des sorties à caractère culturel ont aussi été proposées, comme une visite à l'Écomusée du fier monde, une visite guidée par l'Autre Montréal sur l'histoire de la santé mentale à Montréal, des sorties d'exploration musicale (novembre en musique, comprenant 3 sorties), la visite de l'organisme les Sentiers urbains. Le centre a aussi participé, pendant 3 années consécutives, à l'événement provincial *Les Journées de la culture* et a accueilli 4 troupes de théâtre en 1999-2000. La fête organisée en octobre 2000, dans le cadre de la *Marche mondiale des femmes contre la pauvreté et la violence*, a rassemblé 1000 personnes. Enfin, le centre est aussi un lieu où les membres se réunissent pour jouer à des jeux de société, pratiquer des sports ou exercer des activités en groupe, telles que la danse.

v) Permettre la prise en charge collective, développer l'entraide et la solidarité

Nous retiendrons ici une expérience bien spécifique de cuisines collectives. Dans le cadre du programme *Naître Égaux - Grandir en Santé*, offert en collaboration avec la Table de concertation petite enfance du quartier et l'Agence de développement des Réseaux locaux de services de santé et de services sociaux, le centre soutient les groupes de cuisines collectives de purées-santé pour les nourrissons de 4 à 12 mois. Les parents sont ainsi invités à cuisiner 2 fois par mois dans les cuisines du centre.

D'après les rapports d'activités dépouillés, des ateliers de cuisines collectives ont eu lieu chaque année. Le Tableau 5.3 indique le nombre de familles rejointes et le nombre de présences à ces ateliers (les chiffres manquent pour 2 années).

Tableau 5.3. Nombre de familles et de personnes aux ateliers de cuisines collectives

	1997-98	1998-99	1999-2000	2000-01	2002-03	2003-04
Familles	21	*	*	24	40	*
Présences	60	*	122	79	125	*

* : pas de chiffres

vi) Offrir des services à la population

Le centre offre plusieurs services à la population, dont les principaux sont présentés au Tableau 5.4. Outre les services mentionnés dans ce tableau, le centre offre des locaux en location au grand public ainsi qu'un stationnement. Également, un atelier de couture peut accueillir les

membres et leur permettre de coudre des vêtements, faire des réparations, etc., et de bénéficier des conseils d'une personne qualifiée. Les machines à coudre peuvent aussi être louées à prix modique. Jusqu'en 2001, le centre offrait les services d'un atelier (salon) de coiffure.

Tableau 5.4. Principaux services et achalandage

	1997-98	1998-99	1999-2000	2000-01	2002-03	2003-04
Accueil et références	250 appels/ mois	1 700 réponses aux demandes	√	100 personnes/ jour	√	√
Bibliothèque	50 personnes/ semaine (300 ouvrages)	√	60 abonnés (7000 ouvrages)	107 abonnés	√ (8000 ouvrages)	√
Clinique d'impôt (nombre de personnes)	600	1 000	1 000	1 000	√	√
Distribution alimentaire (OLO)*	√	√	√	√	√	√
Vestiaire (friperie)	√			√		√
Centre informatique					√	√

* OLO: programme consistant à distribuer œufs, lait et oranges aux jeunes femmes enceintes à faible revenu afin de contrer la naissance de bébés de petits poids. Le CSCS fait la distribution à toutes les 2 semaines à partir de la 20^e semaine jusqu'à l'accouchement, plus 4 visites de soutien à l'allaitement.

vii) Développer la participation citoyenne

Le centre contribue de différentes façons au développement de la participation citoyenne, autant par les activités qu'il propose que par le mode de fonctionnement participatif qu'il s'applique à développer.

Pour ce qui est des activités, les cafés-croissants, par exemple, offrent des moments privilégiés d'information sur différents sujets d'actualité, qui incitent à une plus grande implication citoyenne.

Quant au mode de fonctionnement, il faut souligner d'abord la place que le centre accorde et reconnaît aux bénévoles. Ces derniers se retrouvent à tous les niveaux décisionnels de l'organisme et s'occupent d'une foule d'activités. On lit, dans le *Rapport d'activités 2003-2004*, qu'une politique de travail pour les bénévoles est sur le point de voir le jour et qu'il est important pour l'organisme de recruter des personnes capables d'assumer un certain leadership et prêtes à innover.

« Régulièrement, des réunions invitent les principaux intervenants, animateurs et bénévoles à exprimer leurs besoins, leurs « bons coups » ou parler de leurs innovations... ». *Rapport d'activités 2003-2004*, p. 22. En ce qui concerne l'innovation, il faut rappeler, par exemple, que c'est un participant qui a pris l'initiative de mettre sur pied les « fameux » soupers spaghetti qui ont lieu une fois par mois depuis 1998 et qui sont toujours très populaires. Ce sont également des bénévoles qui sont responsables de la réalisation et de la production du journal *L'Élan*.

Le centre est dirigé par un CA représentatif de ses membres, de ses employé-e-s, de ses partenaires et de l'ensemble du milieu. Par ailleurs, il participe activement aux tables de concertation régionales et locales. Parmi ces dernières, mentionnons notamment la Corporation de développement économique et communautaire (CDEC Centre-Sud), le Conseil régional de développement, les tables de concertation du quartier. Notons, enfin, les liens étroits de collaboration qui existent entre le CSCS et les autres organismes populaires ou communautaires qui partagent l'édifice qu'il occupe.

6. LE PAVILLON D'ÉDUCATION COMMUNAUTAIRE HOHELAGA-MAISONNEUVE (PEC)

Le Pavillon d'éducation communautaire Hochelaga Maisonneuve (PEC) a célébré ses 30 ans en 2002. Il a été conçu, à l'origine, « comme un instrument de lutte contre l'exclusion et les inégalités sociales par la formation, l'éducation populaire et le soutien aux initiatives de ses membres. » *Rapport d'activités 2000-2001*, p. 31. Depuis ce temps, souligne toujours le rapport, le phénomène de l'exclusion sociale et économique des citoyens les plus démunis s'est aggravé et, dans le quartier, les conditions de cette exclusion se sont profondément transformées au cours des dernières années (augmentation du décrochage scolaire, du nombre de résidents souffrant de maladies mentales et/ou de déficiences intellectuelles, coexistant avec l'apparition d'une nouvelle couche de population plus instruite qui appartient à la classe moyenne).

La mission du PEC est d'organiser, dans le quartier, des activités se situant dans le domaine de l'éducation populaire ainsi que dans les domaines culturel, familial, économique et des ressources sociales. *Lettres patentes* déc. 1972. Tel que mentionné dans les règlements généraux adoptés en 2002, l'éducation populaire « désigne la formation pratique et théorique que se donne la population pour connaître, comprendre afin d'agir sur ses conditions de vie et de travail. »

Le PEC fonctionne par grands secteurs d'activités :

- Formation - information : comprend l'ensemble des activités de formation du personnel rémunéré et bénévole, les ateliers d'éducation populaire, le journal, différentes activités dont celles reliées au centre informatique, au support à l'employabilité, différents services dont les consultations juridiques, accueil-références, prêts de locaux, friperie et service de garde; le PEC organise 3 grands événements récurrents : l'*EXPO-Fête*, les *Portes ouvertes* et la *Journée d'éducation en environnement*
- Socio-éducatif : comprend, notamment, les activités socioculturelles, les loisirs, la coordination de grands événements, les activités d'autofinancement, la journée internationale des femmes, le support communautaire et le salon annuel des bénévoles. Ce secteur œuvre, de plus, à l'intégration sociale des personnes ayant des problèmes de santé mentale
- Entretien - réparation : réfère à l'entretien des bâtisses et des équipements ; il s'agit d'un secteur d'intégration de participant-e-s ayant des déficiences intellectuelles ainsi que des personnes devant faire des travaux communautaires et compensatoires

Membership

Pour être membre, il faut adhérer à la mission et aux valeurs du centre : solidarité, équité, autonomie, conscientisation, démocratie. *Rapport d'activités 2002-2003* Annexe 5

Depuis quelques années, les membres doivent déboursier des frais annuels de 5\$. Depuis 2003-2004, étant donné la situation financière très précaire du centre, certains ateliers-cours (anglais, espagnol, Tai Chi) requièrent une contribution financière des participant-e-s. Le Tableau 6.1 montre l'évolution du nombre de membres.

Tableau 6.1. Nombre de membres en règle et de bénévoles

	1999-2000	2000-01	2001-02	2002-03	2003-04
Membres en règles	----	207	254	634	949
Bénévoles	101	137	128	100	plus de 70
Total d'heures de bénévolat	----	+ de 40 000	+ de 29 470	+ de 32 740	+ de 35 220

La très grande majorité des membres (70%) provient du quartier Hochelaga-Maisonneuve, 12% de Rosemont, 6% du Centre-Sud et le reste des quartiers plus éloignés. *Rapport d'activités 2003-2004*, dernière page.

Principales activités du PEC

i) Favoriser de nouveaux apprentissages et valoriser les savoirs des participantes et participants par des activités de formation

Dans les 5 rapports d'activités consultés (de 1999-2000 à 2003-2004), le PEC insiste toujours sur l'urgence et la nécessité de reconnaître véritablement l'éducation non formelle, non traditionnelle comme faisant partie du processus de formation ou d'éducation qui doit se faire tout au long de la vie, dans des lieux et des environnements diversifiés.

Dans l'espace dont nous disposons, nous ne pouvons faire état de toutes les activités de formation des secteurs Formation - Information et Socio-éducatif. Nous ne retiendrons qu'une partie de ces activités et les distribuerons dans les différents axes. Nous emprunterons des éléments aux nombreuses données statistiques qui figurent dans les rapports d'activités.

Ateliers d'éducation populaire

Mentionnons d'abord les ateliers dispensés plusieurs années consécutives : alphabétisation, couture, peinture sur toile, informatique, chant (solfège, chorale), théâtre, poterie, danse-santé, estime de soi, anglais, espagnol, Tai Chi. D'autres ont été ponctuels : par exemple, la mondialisation (1999-2000), la citoyenneté, l'histoire du quartier Hochelaga-Maisonneuve, le secourisme en milieu de travail (2001-2002). Les ateliers d'alpha ont cessé en 2002-2003 (faute

de références du CLE) et un atelier d'anglais a été mis sur pied au cours de la même année. Les ateliers d'espagnol et de Tai Chi ont débuté en 2003-2004.

Incluant la formation en informatique (Internet, divers logiciels, etc.), qui se donne *via* le Centre informatique (CiPEC⁵) depuis 2001-2002, on peut calculer que le nombre de participant-e-s aux ateliers ou activités ci-dessus varie, pour les années recensées, entre 300 et 400 par année.

Il faut souligner également les activités spécifiques de formation à l'intention des employé-e-s et des bénévoles : 113 personnes en ont bénéficié en 2001-2002, le même nombre en 2002-2003 et 116 en 2003-2004. Enfin, une première en 2003-2004 : la réalisation d'une journée d'éducation à l'environnement à laquelle 54 personnes ont participé.

Activités reliées au secteur socio-éducatif

On peut souligner ici l'information et la sensibilisation des membres, effectuées à travers certaines activités reliées à ce secteur. Par exemple, les *Soirées entre ami-e-s*, chaque vendredi soir au *Café cible*, regroupent, autour de la travailleuse de milieu en toxicomanie, environ 18 personnes de façon assidue. L'objectif est de donner la parole aux participant-e-s, de créer une dynamique d'écoute et d'entraide. Également, un événement *Promotion de la santé* a été réalisé pour la première fois au cours de l'année 2003-2004.

De la formation sur l'animation de réunion et le fonctionnement démocratique est dispensée aux membres des nombreux comités organisateurs d'activités (de 13 à 20).

ii) Favoriser l'intégration dans la société et lutter contre l'exclusion sociale

Plusieurs activités au PEC visent spécifiquement l'atteinte de cet objectif. Nous avons retenu les suivantes :

- ❖ Activités reliées au Centre informatique (CiPEC), qui a été inauguré au cours de l'année 2001-2002. Avec le concours de Communautique et la contribution financière du *Projet libre service à la formation* (projet pilote national), ce centre a pu prendre une expansion remarquable et présenter une grille horaire de formation sur une base annuelle. Le large spectre d'activités offertes permet aussi bien l'initiation de base ou à Internet, que la formation de techniciens ou de réparateurs. Voici quelques chiffres sur la participation au CiPEC, qui montrent bien son apport dans l'intégration des individus à la société à travers

⁵ Nous parlerons plus loin, dans l'axe suivant, de la fréquentation du CiPEC.

l'acquisition de nouvelles habiletés. En 2004, la subvention dans le cadre du *Projet libre service à la formation* a été coupée par le ministère de l'Éducation.

Tableau 6.2. Participation au CiPEC

		2001-02	2002-03	2003-04
Libre service à la formation	Présences	1 083	861	674
	Heures de présence	15 359	11 787	7 778
Initiation (Internet, courrier électronique)		+ de 50	+ de 230	+ de 128

- ❖ Intervention auprès de personnes marginalisées : que ce soit lié à l'alcoolisme, la toxicomanie, la prostitution ou la déficience intellectuelle, différents projets ou activités permettent de réaliser un travail pour et avec ces personnes ; il s'agit tout autant des activités à La SPEC, des soirées dansantes, des fêtes populaires, des soirées thématiques avec des personnes toxicomanes que de la participation à des tables de concertation ou à des organismes du quartier.
- ❖ La bibliothèque (*biblio-PEC*) a été mise sur pied au cours de l'année 1999-2000. Dès la 1^o année, elle a rejoint 30 personnes. L'année suivante, 3000 livres étaient classés et disponibles. En 2001-2002 et 2002-2003, plus de 150 personnes y étaient inscrites. Ce projet a pris fin en 2003.
- ❖ Programme d'insertion à l'emploi : le PEC participe à ce programme comme à celui des travaux compensatoires et donne ainsi un bon coup de main à l'intégration de ces personnes dans la société. Il reçoit également chaque année un bon nombre de stagiaires.
- ❖ Implication dans les organismes du milieu : le PEC est entre autres actif à la Table de concertation en santé mentale et en toxicomanie, au sous-comité logement, au Conseil pour le développement local et communautaire, au Collectif un Québec sans pauvreté, etc.. Il collabore notamment avec le Centre Gabriel Major, l'École Irénée Lussier, le YMCA, l'Hôpital Louis-H. Lafontaine, le Gîte, le FRAPRU, la Collective du 8 mars, etc.

iii) Favoriser le développement des compétences parentales et des relations parents-enfants

C'est surtout par le biais du comité de parents que le PEC contribue à répondre à cet objectif et, indirectement, par le soutien au service de la halte-garderie et par les soirées thématiques *Entre-ami-e-s*.

iv) Permettre de développer un réseau social et de briser l'isolement

Un très grand nombre d'activités favorisent l'atteinte de cet objectif. En voici les principales.

- ❖ *L'Expo-fête* et les spectacles de la chorale et de l'atelier théâtre : comme dans les autres centres, cette fête est organisée chaque année. Elle constitue le spectacle de fin d'année et permet la présentation ou l'exposition de ce qui a été réalisé dans les ateliers. La chorale et l'atelier de théâtre contribuent, il va sans dire, au spectacle - lors de *l'Expo-fête* 2004, il y a même eu une expérience de théâtre interactif. Depuis 1999-2000, cette fête a réuni au

minimum 250 personnes et au maximum 725. Mis à part leur participation à *l'Expo-fête*, la chorale et le théâtre donnent d'autres spectacles annuellement, auxquels assistent des centaines de personnes; par exemple, au cours de l'année 2003-2004, les spectacles de la chorale et du théâtre ont rejoint 1500 personnes. Déjà, le premier spectacle public de la chorale en 2000 avait réuni 300 personnes.

- ❖ Autres fêtes et soirées : le dépouillement de l'arbre de Noël et la fête de Noël rejoignent chaque année environ 250 personnes; la célébration de la journée des femmes (8 mars) de même que la fête des bénévoles sont aussi des événements importants; en 2003-2004, le centre a tenu la première édition de *l'Envol des bénévoles* et 150 personnes ont participé au *Salon des bénévoles*. Les soirées des vendredis et des samedis sont également des formules très populaires auprès de la population que dessert le PEC. En 2004-2005 le secteur socioculturel développait une nouvelle activité : les *Soirées de contes*.
- ❖ Clubs équipes et sorties : l'importance de la participation dans les clubs équipes (activités socio-éducatives) est à souligner : 399 personnes en 2003-2004. Quant aux sorties récréatives et culturelles, 386 personnes en 2003-2004 et 265 en 2001-2002 en ont profité.

v) Permettre la prise en charge collective, développer l'entraide et la solidarité

Retenons ici les 3 éléments suivants :

- ❖ La friperie, dont l'ouverture officielle a eu lieu au cours de l'année 2003-2004, a rejoint 681 personnes
- ❖ La cafétéria permet d'offrir une grande variété de repas à des prix modiques; elle a par exemple rejoint 9600 personnes en 2001-2002, et 8200 en 2002-2003. L'équipe de soutien de la cafétéria est composée de personnes en processus de réinsertion sociale
- ❖ L'atelier du décor, composé d'une équipe de bénévoles, conçoit et réalise des décors pour les différents événements qui ont lieu au PEC

vi) Offrir des services à la population

Le Tableau 6.3 présente les 4 principaux services qui émergent des différents rapports d'activités recensés de 1999 à 2004 et le nombre de personnes rejointes par ces services. Nous ne revenons pas ici sur le CiPEC, déjà présenté au point (ii).

Tableau 6.3. Principaux services et achalandage

	1999-2000	2000-01	2001-02	2002-03	2003-04
Accueil - références	n.d.	7 500	8 080	8 282	8570
Consultations juridiques	318	210	139	303 (visite + tél.)	289 (visite + tél.)
Halte garderie (enfants)	46	43	34	37	32
Prêts de locaux (court et long terme)	341	208	65 (long terme)	514	302 (court terme)

n.d.: chiffres non disponibles

vii) Développer la participation citoyenne

Le PEC contribue de diverses façons à développer la participation citoyenne. Il faut d'abord mentionner l'implication de nombreux bénévoles à tous les échelons de la vie du centre et dans toutes les sphères d'activités. Entre 70 et 140 bénévoles par année ont permis le bon fonctionnement du centre. Le nombre total d'heures de bénévolat pour chacune des années relevées dans le premier tableau est assez impressionnant. Le rapport d'activités 2003-2004 indiquait également que le travail du CA du centre avait requis 654 heures de bénévolat. Les rencontres régulières des comités faisant partie de la Direction générale (CA, comité des finances, comité de l'événement bénéfice, comité des relations de travail, comité de coordination) témoignent du fonctionnement démocratique du centre. (Cf. *Rapport d'activités 2003-2004*).

La crise administrative qu'a vécue le PEC au tournant de l'année 2000 a pu se résorber notamment par l'implication des membres qui ont réaffirmé leur lien d'appartenance au centre. Ils ont non seulement participé aux AG mais se sont engagés dans une réflexion sur la survie et l'avenir du centre et les changements à apporter. Les difficultés financières récurrentes du PEC dues aux différentes coupures qu'il a subies ont également amené les membres à réagir, soit en réclamant par pétition la reconnaissance du ministère de l'Éducation (novembre 2002), soit en participant à 3 soirées d'études, au début de 2003, pour réaffirmer la mission d'éducation populaire et communautaire du PEC et dégager une vision d'avenir pour le centre. Une vision qui ferait du centre une « maison d'expression et d'exercice de la citoyenneté ». *Rapport d'activités 2002-2003*, p.5.

La participation citoyenne se développe aussi à travers les nombreux comités de travail qui existent dans chacun des secteurs du PEC. Qu'il s'agisse des 13 ou 20 comités d'organisation d'activités du secteur Animation-promotion, du comité sur les ateliers d'éducation populaire, des équipes du journal, de la friperie et bibliothèque, du bar, de l'accueil ainsi que des autres faisant partie du secteur Formation-information ou encore des comités faisant partie de la Direction générale dont nous avons parlé plus haut, toutes ces instances sont des lieux de participation citoyenne. D'ailleurs, un atelier de formation est consacré au rôle, à la responsabilité et au fonctionnement démocratique d'un comité.

Nous voulons signaler particulièrement le travail de l'équipe du journal (*Info-PEC*) : 13 ou 14 personnes sont impliquées dans la réalisation de ce journal qui rejoint entre 6000 et 8000 personnes.

Enfin, les prêts de locaux et les liens de partenariat existant entre le PEC et les organismes résidant dans ses locaux (CDLC, CIBL101,5 FM, POP mobile du Chic Resto-Pop, ADDS, PHOTOCOP, Comité Chômage, le centre d'alphabétisation Le tour de lire, le centre de réadaptation pour déficients intellectuels Gabriel Major) sont pour l'organisme des moyens d'élargir son champ d'action en éducation populaire, de favoriser la participation citoyenne et de soutenir un réseau important de services et d'actions destinés à la population appauvrie d'Hochelaga Maisonneuve.

CARACTÉRISTIQUES ET SPÉCIFICITÉS

Le portrait que nous venons de tracer de chaque centre ne rend certes pas parfaitement justice au fonctionnement ou à la vie quotidienne des centres, ni à tous les aspects de l'action qu'ils mènent. Ainsi, nous n'avons pas mis en relief, pour chacun d'eux, le nombre d'heures considérable passé aux activités reliées au recrutement de bénévoles, de membres ou de participant-e-s (que certains appellent « démarchage »). C'est chaque année que les centres doivent assurer ainsi leur survie et concrétiser leur mission générale, qui est de répondre aux besoins de la population la plus marginalisée ou la plus démunie de leur quartier, d'améliorer la qualité de vie de ces personnes et de leur permettre de développer leur participation citoyenne. Le portrait de l'ensemble des centres nous permet de constater une évolution importante, parfois même considérable, du nombre de membres au cours des quatre ou cinq dernières années.

Il n'a pas été possible, non plus, de rendre compte véritablement de la synergie s'opérant entre les aptitudes ou savoirs de chacun et chacune, qui contribue à créer un milieu de vie reconfortant, stimulant et valorisant pour toutes et tous.

Regrouper les différentes activités mises en œuvre par les centres selon la grille du CFP nous permet d'être mieux en mesure, maintenant, de dégager la vision commune qui anime leur action et les objectifs qu'ils poursuivent.

Dans ce qui suit, nous ferons ressortir d'abord les caractéristiques communes des pratiques éducatives des centres et, en second lieu, nous évoquerons certaines spécificités propres à leur action. Pour ce faire, nous nous basons à la fois sur les rapports d'activités annuels dont nous avons pris connaissance, sur les entrevues réalisées avec les responsables des six centres de Montréal, de même que sur les évaluations d'ateliers réalisées à l'automne 2005.

PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES COMMUNES DES CEP

Pratiques éducatives basées sur l'implication individuelle et collective

L'organisation et le fonctionnement des centres reposent, tous les rapports d'activités le soulignent largement, sur l'implication de nombreux bénévoles. Ils sont présents dans toute la vie du centre : dans les comités, dans l'organisation et la réalisation des activités, dans les services, au CA. Sur une base régulière, au minimum une quarantaine de bénévoles par année

sont à l'œuvre, et de façon plus ponctuelle, on peut compter parfois jusqu'à 400 personnes bénévoles qui viennent donner un coup de main pour des activités précises, telles que, par exemple, la clinique d'impôt. La contribution de ces bénévoles est inestimable et lorsqu'elle est évaluée en termes d'heures, elle peut atteindre des dizaines de milliers d'heures par année, pour un seul centre. Les bénévoles assument différentes tâches et responsabilités qui les incitent à mettre au service des autres leurs savoirs, leur esprit d'initiative et leur sens des responsabilités, que des formations bien spécifiques leur aideront à mieux mettre en valeur.

Le bénévolat constitue bien souvent, pour des individus, une porte d'entrée dans un CEP et peut leur permettre, par exemple, de surmonter leur peur d'apprendre et d'être à l'aise avec les autres dans un atelier-cours. Ce peut être la même chose, d'ailleurs, pour les personnes en insertion sociale faisant du travail dans plusieurs centres.

Pratiques éducatives misant sur la prise en charge de soi et le mieux-vivre avec les autres

Les activités de formation proposées, à travers notamment les ateliers, permettent d'acquérir des connaissances ou habiletés dans des domaines très variés (langues, informatique, alpha, couture, peinture, chant, théâtre, cuisine, etc.) qui contribueront à développer une plus grande autonomie, un plus grand pouvoir sur sa vie, en même temps qu'une plus grande capacité de composer ou d'interagir avec les autres. Le groupe fait partie de l'apprentissage au même titre que l'acquisition de connaissances ou de savoir-faire. Les évaluations des ateliers faites par les participant-e-s expriment bien cela. Par exemple, une participante à l'atelier chorale écrit : *Je vivais un très mauvais passage à mon travail. J'avais perdu confiance à l'équipe de travail, mais grâce à cette camaraderie, à cette complicité et cette générosité de la part des membres de la chorale et de l'animateur, j'ai repris confiance en un groupe de personnes ensemble.*

Toutes les activités organisées dans les centres veulent développer cette pratique du mieux-vivre ensemble. Apprendre à travailler en groupe, c'est aussi apprendre à faire valoir ses droits, à résister aux diverses situations qui nous accablent.

Pratiques éducatives centrées sur les besoins des personnes et de populations spécifiques

Les rapports d'activités des différents centres traduisent bien la préoccupation de répondre aux besoins de la population du quartier, particulièrement ceux des personnes vivant en situation de pauvreté ou vivant différents types d'exclusion ou de marginalisation. Certains font état

d'activités précises mises en place (sondage, démarchage, portes ouvertes, etc.) afin de mieux saisir les besoins de la population du quartier. Au fil des rapports, nous voyons se modifier le cadre physique et social des quartiers dans lesquels oeuvrent les centres depuis leur naissance, ce qui amène le développement de nouveaux services, par exemple les centres ou laboratoires d'informatique, ou de nouvelles activités visant, par exemple, à accueillir les personnes immigrantes, les personnes souffrant de déficiences intellectuelles, les personnes âgées et/ou seules, etc.

C'est aussi cette volonté d'être proches des besoins des gens du quartier qui justifie le créneau spécifique développé par certains centres : les activités jeunesse et de développement des compétences parentales du CECRG, les activités socio-récréatives ou de loisir du PEC et du CSCS, le soutien aux personnes immigrantes du CEDA, l'alphabétisation assisté par ordinateur du CEP, le volet Famille et les ateliers relatifs aux domaines de la santé et des arts aux AEPP.

Cette préoccupation de répondre aux besoins des personnes est au centre de la démarche éducative en tant que telle, qui s'applique, notamment, à respecter les besoins de l'individu qui apprend, soit :

- Le rythme d'apprentissage : les entrées sont continues, il n'y a pas de pression pour terminer un atelier à un moment précis, les présences ne sont pas consignées, il n'y a pas d'examen, plutôt des évaluations régulières faites par les participant-e-s et des attestations de participation, etc.
- Le choix des activités : les gens choisissent les activités qui les intéressent ou répondent à leurs besoins, par exemple, en alphabétisation, certains choisiront l'informatique, d'autres, l'histoire de vie ou le théâtre
- Le travail en petits groupes multi-niveaux, qui mise sur l'entraide ou le mieux vivre ensemble; les ateliers sont donnés à des groupes de 8 à 15 personnes; certains peuvent être de niveau débutant, d'autres de niveau avancé et bien souvent tous fonctionnent ensemble dans un esprit d'entraide, l'important étant que tous fassent « un minimum de plus »

Pratiques éducatives visant à développer la conscientisation

Dans plusieurs rapports, on fait allusion explicitement à l'approche conscientisante mise en avant par Paolo Freire, ce précurseur Brésilien de l'éducation populaire et de l'alphabétisation des laissés-pour-compte. Une telle approche consiste essentiellement à prendre la personne là où elle est (dans sa situation individuelle et sociale) et à travailler avec elle pour lui permettre de

comprendre cette condition et d'agir pour la transformer. C'est là, pour un adulte, une puissante motivation à apprendre.

Les rapports d'activités et les entrevues avec les responsables des centres d'éducation populaire font bien ressortir les moyens mis en œuvre pour permettre cette conscientisation. Des «périodes» de conscientisation ont lieu à différents moments. Dans certains centres, elles ont lieu surtout dans les comités, moins lors des ateliers. Dans d'autres, une période au début d'un atelier y est consacrée. Ce sont les gens qui amènent les problématiques à discuter et les animateurs et animatrices s'organisent rapidement pour que des séances de discussion ou d'information aient lieu.

Par ailleurs, tous les centres proposent des activités spécifiques d'information et de sensibilisation sur des sujets qui concernent, de près ou de loin, les participant-e-s. Ces activités peuvent s'appeler : *pauses d'animation sociale, soupers thématiques, soupers entre ami-e-s, cafés-rencontres, cafés-croissants*, etc. et les sujets abordés sont nombreux : cancer du sein, cigarette, MTS, VIH-SIDA, toxicomanie, droit au logement, violence familiale ou conjugale, mondialisation, réforme de l'éducation, de l'aide sociale, pauvreté (et loi sur la pauvreté), pollution et environnement, inégalités entre les femmes et les hommes, réalités des personnes immigrantes, etc.

Les participant-e-s sont aussi de ressources, dans certains cas, et peuvent communiquer leur propre connaissance sur tel ou tel sujet ou témoigner de leur situation spécifique, par exemple comme personne immigrante, analphabète, etc. Les centres font aussi appel à des ressources communautaires intéressantes pour aborder différentes questions lors des activités mentionnées ci-haut.

La conscientisation invite à l'engagement pour transformer les choses, à assumer nos responsabilités de citoyennes et de citoyens et cela s'exprime, entre autres, par la participation des membres des centres d'éducation populaire à plusieurs actions ou mobilisations citoyennes.

Pratiques éducatives visant à développer l'estime de soi

On le sait, les situations de marginalisation ou d'exclusion, d'exploitation ou d'oppression que vivent certains groupes dans la société ont de profondes répercussions sur les personnes qui en font partie : processus de dévalorisation, sentiment d'inutilité, perte de pouvoir sur sa vie,

mésestime de soi-même. Prendre ou reprendre confiance en soi, se rendre compte que l'on a des habiletés, un potentiel, une valeur, devient alors l'un des apprentissages fondamentaux que les centres d'éducation populaire contribuent à développer chez toutes les personnes qui les fréquentent et s'y impliquent. Cet apprentissage traverse donc toutes les activités (qu'il s'agisse de soirées ou d'ateliers) et soutient les méthodes pédagogiques retenues : pas d'examen, donc pas d'échec, processus continu d'intégration, réalisation de choses concrètes, etc.

Un regard sur les évaluations d'ateliers (automne 2005) auxquelles nous avons eu accès montre bien l'importance qu'accordent les participant-e-s à la reprise de leur confiance en soi ou à l'affirmation de soi. En voici quelques exemples.

J'ai appris à être plus confiant en moi-même, à vouloir aider quelqu'un qui cherche à s'isoler (un participant des soupers Entre ami-e-s).

Je me sens un peu plus débrouillarde. J'ai des projets ! – Ça m'a permis de me reprendre en main rapidement, de reprendre confiance en moi...de briser ma solitude (deux participantes à un atelier de couture dans des centres différents).

Je me sens plus à l'aise. J'ai confiance en moi, j'arrive à mieux régler mes conflits personnels. Je peux mieux gérer mes finances (...). Ça m'a donné dans ma vie un espoir, que je suis vraiment capable de faire de quoi, moi... (une bénévole membre du comité organisateur Pétanque et baseball - poche).

Je me sens plus osée, plus audacieuse. – Je me sens moins impuissante devant les problèmes sociaux. J'ai une compréhension plus large, je me sens plus sûre de moi (deux participantes au comité Journal).

Une meilleure estime de soi favorisera tout autant la prise de parole en assemblée générale qu'une implication plus grande dans les activités du centre et dans le milieu de vie propre des personnes. Prendre divers moyens pour que les personnes regagnent leur estime d'elles-mêmes, c'est contribuer à améliorer leur qualité de vie et à donner un sens à la notion de dignité de la personne.

PRINCIPALES SPÉCIFICITÉS DE L'ENVIRONNEMENT ÉDUCATIF DES CEP

Nous ne nous attarderons pas ici aux spécificités des centres les uns par rapport aux autres (nous en avons relevé quelques-unes plus haut dans la présente section), mais nous proposerons plutôt quelques éléments de réflexion abordés lors des entrevues avec les responsables des centres, concernant la spécificité de ces derniers au regard des centres d'éducation des adultes des commissions scolaires.

Critères d'admission

Ce sont les critères d'admission qui constituent la première caractéristique qui différencie les centres d'éducation populaire (CEP) des centres d'éducation aux adultes des commissions scolaires (CEA). La personne qui s'inscrit dans un CEA doit pouvoir fournir, selon les programmes ou les cours en vue, l'attestation d'un certain niveau de scolarité atteint.

Dans les CEP, on peut parler d'une admission **inconditionnelle**. Aucun niveau de scolarité n'est exigé et aucun critère particulier n'est à respecter. Les gens sont acceptés là où ils sont, tels qu'ils sont, peu importe leurs particularités.

Finalités et rythme d'apprentissage

Dans les CEA, la finalité éducative est de conduire les gens vers le marché du travail ou vers l'obtention d'un diplôme (DEC, AEP). Les cours sont dispensés par des professeurs. La formation est courte ou avec un nombre d'heures limité et les personnes sont relativement « isolées » dans leur processus de formation.

L'une des finalités essentielles des CEP, nous l'avons vu plus haut, est de consolider ou reconstruire l'estime de soi des personnes, de répondre à leur besoin d'écoute, d'offrir des activités ou ateliers adaptés à leurs intérêts et besoins. Bref, ce qui caractérise un CEP, c'est de partir de là où se trouve la personne, de ne pas la juger et de valoriser ses savoirs particuliers. Dans un atelier, par exemple, tout le monde peut apprendre quelque chose de l'autre et cela est valorisé.

Le rythme d'apprentissage est donc personnalisé et les personnes-ressources prennent le temps de discuter, d'adapter le plus possible à chacun la transmission des connaissances relatives à l'activité proposée. La dimension émotionnelle de l'acte d'apprendre est prise en compte.

De plus, les groupes sont plus petits que dans un CEA, ce qui favorise le sentiment d'appartenance et permet de briser l'isolement : les gens se sentent chez eux, c'est, en quelque sorte, leur deuxième maison.

Le CEP donne aussi accès à une variété d'activités et non seulement à un seul cours ou à un programme précis, comme c'est le cas dans un CEA. Les participant-e-s d'un CEP sont encouragés à s'impliquer dans un autre secteur que celui dans lequel ils sont inscrits et à devenir, dans certains cas, comme nous l'avons mentionné antérieurement, des personnes-ressources.

Enfin, certaines personnes, après avoir participé aux activités et ateliers d'un CEP, seront en mesure de fréquenter un CEA parce qu'elles auront reconstruit leur confiance en elles et « maîtrisé » leur peur des apprentissages scolaires.

Apport original des organismes d'éducation populaire

En termes de valeurs

Les centres d'éducation populaire sont des lieux éducatifs de proximité qui répondent à des besoins qui ne sont pas pris véritablement en compte par les institutions publiques d'éducation : un besoin d'accessibilité large, nous l'avons vu, pour les personnes exclues ou marginalisées, mais aussi un besoin de faire l'apprentissage de la solidarité et de l'entraide, de briser l'isolement des individus en développant des relations amicales et des rapports les plus égalitaires possibles entre les personnes, qu'elles soient animatrices ou participantes.

Ces organismes s'appliquent à mettre en œuvre une démocratie participative : ils « appartiennent » à leurs membres. Ces derniers participent aux CA, aux AG, aux comités de travail. Ils exercent leur droit à la citoyenneté en s'impliquant de cette façon et, par la suite, ils peuvent transférer ces compétences dans d'autres lieux de la communauté ou du quartier (ex : coop. d'habitation).

En termes de nature de la formation

Nous voulons mettre en lumière certains éléments qui confèrent un caractère particulier à la formation dispensée dans les organismes d'éducation populaire.

D'abord, il faut insister sur la dimension intergénérationnelle présente dans les objectifs de formation des centres et qui traverse l'ensemble de leurs activités. Le caractère intersectoriel de

la formation est également à souligner. Tel que relevé à plusieurs reprises, les participant-e-s inscrits dans un secteur d'activités sont invités, de diverses façons, à s'intégrer à d'autres activités et ainsi à transférer les habiletés acquises. Cette préoccupation est présente partout et se retrouve au fil des années. De plus, toutes les activités offertes dans un centre, qu'il s'agisse d'activités de loisirs, d'ateliers de couture ou de céramique, s'appliquent à développer le même type d'aptitudes : la prise en charge de soi et le mieux-vivre avec les autres, l'estime de soi, etc. En d'autres mots, toutes les activités proposées sont considérées comme pouvant être formatrices pour les personnes qui y participent. (Cette perspective justifie notamment le fait que plusieurs ministères devraient avoir le souci de contribuer au développement des organismes d'éducation populaire.)

En second lieu, nous voulons mettre en relief le caractère préventif de la formation qui se donne dans les centres d'éducation populaire. Sous cet angle, on peut dire que la majorité des activités de formation sont de type préventif car elles permettent de créer des conditions qui amélioreront le bien-être des individus, leur qualité de vie et, par là, peuvent leur éviter des « maux » de toutes sortes : délinquance, dépression, repli sur soi, dépendance, etc.

Les ateliers ou autres activités peuvent être considérés comme jouant un rôle préventif dans la mesure même où ils revalorisent les individus. De même, en travaillant étroitement avec les différents organismes communautaires du quartier qui s'occupent de problèmes spécifiques, tels la prévention du suicide ou la violence conjugale, et en organisant, comme le font certains, des visites dans ces différents organismes, les centres mènent une action de type préventif.

Plus particulièrement, les activités proposées sur les thèmes de la santé mentale (ex : détresse psychologique) ou de l'alimentation en lien avec la santé, revêtent un caractère nettement préventif. Il en est ainsi pour les ateliers offerts aux ados sur les MTS, la sexualité ainsi que ceux qui favorisent leur expression (danse, percussion, théâtre, etc.)

Enfin, le fait de créer un sentiment d'appartenance, d'être intégré à un milieu de vie contribue à prévenir différents problèmes d'ordre psychologique ou même la réalisation de gestes regrettables ou irrévocables.

Deux exemples en terminant, pour illustrer ces propos :

- Fabrication d'un dépliant ou d'un petit carton que la personne peut garder sur elle et qui indique les ressources du quartier, à l'intention des personnes en crise, suicidaires ou toxicomanes. Les individus qui sont « découragés » des services publics peuvent y trouver rapidement les informations dont ils ont besoin.
- Témoignage, eu égard aux problèmes de santé mentale, rapporté par un directeur de centre : « moi, là, si j'avais pas eu le ----- comme milieu de vie, ou une place où je me sens chez nous, c'est sûr, j'aurais fait une dépression et puis là, la conséquence, ça aurait coûté cher à la société, en pilules, en frais médicaux et tout ça [...].

Apprendre à être plus conscient de la situation dans laquelle on vit, du pouvoir que l'on a sur soi, de sa propre capacité à changer les choses, à faire des choix éclairés, apprendre que l'amélioration de nos conditions de vie est inséparable de l'amélioration de celles de nos semblables, ce sont des apprentissages qui sont au cœur même de la démarche de l'éducation populaire et qui en font sa profonde originalité.

CONCLUSION

Nous avons participé, en quelque sorte, à une « visite guidée » des CEP de Montréal, qui nous a permis de connaître leurs principales activités mises en œuvre au cours des six ou sept dernières années, de cerner leurs différences, de mieux saisir le contexte social, culturel et économique de la population qu'ils desservent et le profil des participantes et participants qui font la vie des centres et justifient leur raison d'être. Nous avons également pu partager les inquiétudes de certains d'entre eux, concernant la reconnaissance de l'action éducative qu'ils mènent et leur propre survie financière. Ce que nous avons perçu, pourtant, tout au long de cette « visite », c'est bien la nécessité de leur action et du rôle qu'ils jouent dans les quartiers où ils sont implantés. Partout, ils sont engagés, avec d'autres organismes du milieu, dans une action concrète visant à éliminer les différentes formes d'exclusion sociale et à améliorer les conditions des personnes qui en sont victimes. Ce sont des milliers de personnes par année (entre 1 000 et 10 000) qu'ils rejoignent, directement et indirectement.

Les principales caractéristiques des pratiques éducatives exercées par les CEP, développées à la section précédente, nous semblent s'intégrer ou correspondre à la définition et aux objectifs de l'éducation des adultes retenus dans la Déclaration d'Hambourg et auxquels nous avons fait référence dans l'Introduction. Il y est reconnu, notamment, que l'éducation des adultes peut prendre différentes formes (éducation formelle, permanente, non formelle) et se faire par différents moyens (« toute la gamme des possibilités (...) existant dans une société éducative multiculturelle. »). Affirmer que c'est toute la société qui doit être éducative ne signifie-t-il pas que l'éducation ne peut être accaparée, ni par un seul type d'institution, ni par un seul genre de lieu ou de parcours ? Dans une « société éducative », c'est l'ensemble des citoyennes et des citoyens qui, non seulement ont droit à l'éducation, mais ont la responsabilité de s'éduquer et de contribuer à l'éducation de leurs proches au sein de la famille, de leur groupe d'appartenance, de leur environnement immédiat. Le potentiel éducatif est en chacun de nous et il existe partout, c'est-à-dire dans les situations que nous vivons, dans les lieux que nous fréquentons, dans les organismes dont nous faisons partie.

L'action poursuivie par les CEP, ou les services éducatifs au sens large, auprès des populations marginalisées ou démunies s'enracinent, à la fois dans ce droit universellement

reconnu à l'éducation pour tous et tout au long de la vie, et dans cette responsabilité qu'a chaque individu d'exploiter ce potentiel éducatif dont nous venons de parler. Nous l'avons vu plus haut, exploiter le potentiel éducatif de chaque personne dans le contexte où elle se trouve, c'est ce qui est à la base même du processus d'apprentissage développé par les centres. Les CEP jouent donc un rôle indispensable dans une « société éducative multiculturelle », à la fois par l'accès qu'ils permettent aux personnes vivant différentes formes de marginalisation, d'exclusion sociale ou culturelle et qui ne peuvent s'intégrer aux institutions publiques, ainsi que par la possibilité qu'ils offrent à ces personnes de développer leurs aptitudes et de pouvoir ainsi acquérir une plus grande autonomie et prendre une part active et éclairée à la vie de la collectivité.

Dans une société éducative, il est nécessaire de reconnaître que l'éducation des adultes se fait par différents moyens et que ces façons de faire ne sauraient être cloisonnées et mises en concurrence les unes par rapport aux autres. Comme nous l'avons relevé dans la section précédente, certains adultes ayant participé à un processus d'éducation populaire pourront être mieux en mesure de s'intégrer à un processus de formation plus formel à l'intérieur d'institutions publiques. De plus, nous y avons fait référence dans le portrait des centres, divers types de collaboration existent entre les centres d'éducation populaire et ceux d'éducation aux adultes des commissions scolaires, de même qu'entre les CEP et les écoles du quartier. Il y a, en quelque sorte, transfert de connaissances, de compétences d'un lieu à l'autre par le biais de personnes-ressources, de membres ou de participant-e-s. Cette situation de complémentarité doit être reconnue à sa juste valeur par les différentes instances gouvernementales et municipales et donner lieu à une plus grande valorisation et à un meilleur financement des activités développées par les centres d'éducation populaire.

L'actuel contexte dans lequel nous vivons, où la valeur accordée aux droits économiques et sociaux des personnes cède de plus en plus le pas aux impératifs du marché, prenant le nom de concurrence, de compétition, d'amélioration de la productivité et de diminution des coûts de production, engendre de plus en plus d'exclus ou de laissés pour compte. L'écart se creuse entre les plus riches et les plus pauvres, le tissu social se détériore, le repli sur soi et le cynisme semblent s'accroître. L'éducation populaire est plus que jamais nécessaire pour permettre aux personnes de réagir, de se prendre en charge individuellement et d'exercer pleinement leur citoyenneté. Elle constitue un bien commun qu'il nous faut conserver et promouvoir.